

SOMMAIRE

Éditorial

Le « dernier mille » que prétend faire Washington auprès de l'Irak cette semaine risque de ne pas suffire tant des fissures commencent à apparaître dans la coalition anti-Husseïn, notamment en Europe. Il faudra « négocier » le retrait irakien du Koweït, d'une façon ou d'une autre, et cela pourrait préparer une paix plus large, écrit Lise Bissonnette. **Page 10**

Étrangers bloqués en Somalie

Malgré les efforts de plusieurs pays, des dizaines d'étrangers restent bloqués dans la capitale somalienne secourée par de violents combats entre l'armée et des rebelles. **Page 7**



Gérald Larose

La CSN compte ses gains de 90

Alors que la décennie 80 a été difficile sur le front syndical selon le président de la CSN, Gérald Larose, ce dernier, tout en affirmant que l'année 90 a été dure, fait un bilan positif de l'année qui vient de passer et estime que sa centrale a fait des gains intéressants. **Page 3**

Les Québécois achètent aux USA

Un nombre grandissant de « magasins » québécois vont aux États-Unis pour effectuer leurs achats et nombre d'entre eux déclarent qu'ils sont gagnants même en payant les droits de douane. **Page 3**



Vittorio Gassman

Vittorio Gassman, encore enfant

À près de 70 ans, Vittorio Gassman, monstre sacré s'il en fut du cinéma et de la scène italienne, qui est à Montréal pour présenter son récent *Paroles*, affirme avoir la disponibilité de l'enfance. **Page 9**

Ogilvie perce en Europe

Les Minoteries Ogilvie ne s'endorment pas sur leurs lauriers. Leader mondial sur le marché de l'amidon et du gluten, le groupe canadien développe depuis 1989 une stratégie résolument tournée vers l'Europe. **Page 5**

Ultime mission des É.-U. en Europe

Baker consultera ses alliés dans le Golfe avant de rencontrer Aziz

NICOSIE (Reuter) — Le secrétaire d'État américain, James Baker, entame aujourd'hui en Europe une mission de la dernière chance pour tenter d'éviter une guerre dans le Golfe, après un week-end placé sous le signe de déclarations intransigeantes.

James Baker rencontrera mercredi à Genève le ministre irakien des Affaires étrangères, Tarek Aziz, quatre jours avant l'échéance du 15 janvier au-delà de laquelle l'ONU a autorisé le recours à la force si l'Irak n'a pas quitté le Koweït.

Mais à trois jours de ces pourparlers cruciaux, le président Saddam

Husseïn a déclaré hier que l'Irak était prêt à livrer la « bataille suprême » et à accepter tous les sacrifices pour garder le Koweït et libérer la Palestine.

Les soldats irakiens ont « une foi inébranlable dans leur mission (...) dans leur lutte qui ne s'arrêtera pas, quels que soient les sacrifices », a-t-il affirmé à l'occasion du 70^e anniversaire des forces armées irakiennes.

Il a ajouté que l'annexion du Koweït était irréversible et a lié toute solution de la crise du Golfe à un règlement global des problèmes du Proche-Orient, en particulier de la

question palestinienne — un lien que les Occidentaux refusent d'établir.

La veille, le président George Bush avait dit qu'il n'était pas question que James Baker s'engage dans une diplomatie secrète avec l'Irak. « Le secrétaire d'État réaffirmera de vive voix un message destiné à Saddam Hussein : retirez-vous du Koweït immédiatement et sans condition, ou soyez prêts à faire face à de terribles conséquences », avait-il dit.

Tarek Aziz a rejeté, de son côté, l'invitation de la Communauté européenne à aller à Luxembourg dis-

cuter de la crise du Golfe après sa rencontre avec James Baker. Son ministère a estimé que la politique de la CEE était dictée par Washington.

La CEE a déploré la décision irakienne. « Elle ne contribue pas aux efforts entrepris pour chercher une solution pacifique à la crise du Golfe », ont déclaré les Douze dans un communiqué.

Le ministre espagnol des Affaires étrangères, Francisco Fernandez Ordonez, a estimé que cette décision reflétait « un dangereux état d'esprit chez les dirigeants irakiens ».

L'Irak s'est dit prêt à recevoir des interlocuteurs européens à Bagdad, mais le ministre belge des Affaires étrangères, Mark Eyskens, a exclu cette possibilité. La CEE a renouvelé hier soir son offre de rencontre à Luxembourg.

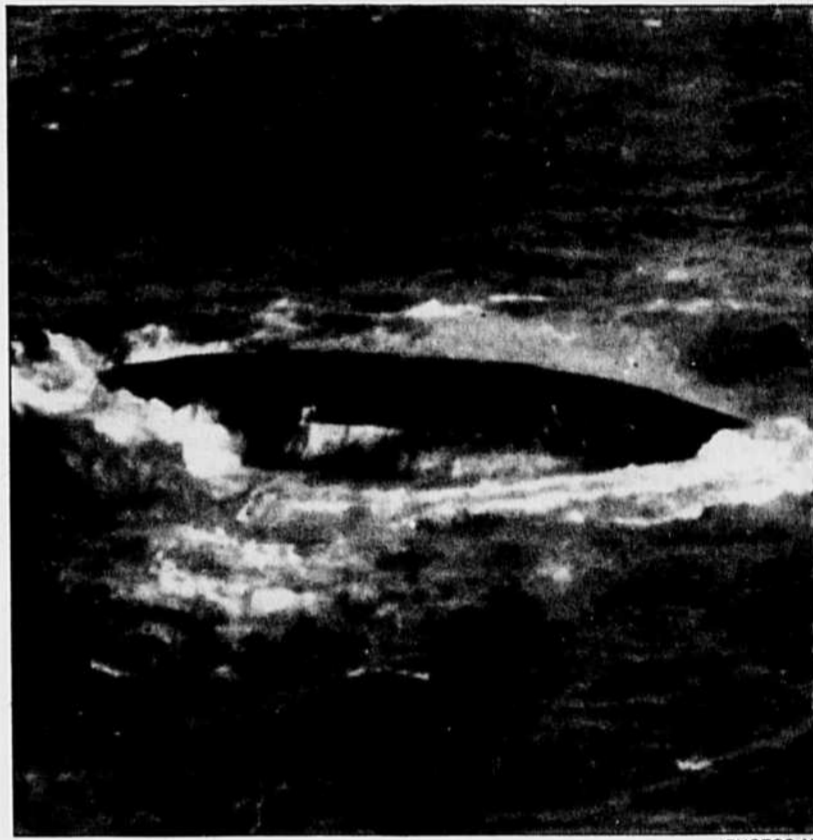
James Baker doit avoir aujourd'hui à Londres des entretiens avec les dirigeants britanniques, les alliés les plus fermes de Washington dans la crise du Golfe. Il doit ensuite faire brièvement escale demain à Paris et à Bonn pour s'assurer qu'il a toujours le soutien total de la France et de

Voir page 4: Ultime



La tempête fait au moins 28 morts

Une violente tempête avec des vents de plus 160 km/h a fouetté les côtes d'Irlande et d'Angleterre en fin de semaine faisant au moins 28 morts. Ci-haut le petit village d'Illracomb dans le sud-ouest de l'Angleterre face à une mer déchainée qui a chaviré le pétrolier maltais *Kymia* (à droite) à 16 kilomètres des côtes. Deux des douze membres d'équipage ont été rescapés, on a trouvé les cadavres de trois marins et sept autres manquent à l'appel. **Page 3**



PHOTOS AP

Du boutentrain aux oignons la résistance s'organise

Sylviane Tramier

collaboration spéciale

PARIS — Ce boutentrain travaille d'arrache-pied. Il épousète, ficèle, étiquète, volète ici et là. Jamais il ne grommèle. Quand la sueur ruissèle sur son front, je lui renouvelle mon invitation à s'assoir sous la voute ombragée, près des nénéfars. Ah! mais il est combatif : son oeil étincèle et il me dit de m'occuper de mes oignons!

Si le chef de pupitre du DEVOIR n'a pas consciencieusement corrigé le paragraphe précédent, le lecteur aura eu un aperçu de ce qui bouleverse la population française, des enfants d'école aux agrégés de grammaire, des producteurs de bulbes potagères aux académiciens : les rectifications de l'orthographe française apportées par le Conseil supérieur de la langue française.

On remarque au passage qu'on ne

parle pas de réforme de l'orthographe, mais de rectifications. On ne chamboule pas tout, on aménage. Et bien quand même, c'est la levée de boucliers! Sus aux « Trissotin de la réforme » et touche pas à mon accent circonflexe!

L'heure n'est pas à la plaisanterie. Un comité pour le français libre a été constitué, une association pour la sauvegarde de la langue française a été mise sur pied, et les deux ont lancé un appel contre la réforme de l'orthographe. La résistance s'organise et un vent de fronde traverse le corps enseignant. Des écrivains, des philosophes, des gens de lettres, des linguistes partent à l'assaut des malheureux réformateurs. Des maîtres d'école (qui soit dit en passant y perdraient un peu de hauteur en même temps que le chapeau sur le i) refusent d'enseigner la nouvelle graphie.

La Société des agrégés, illustre confrérie de savants grammairiens, mène l'attaque. Sa présidente, Ge-

neviève Zehringer, ne décolère pas : « Cette réforme produit des absurdités! Le mille-pattes subit deux modifications. Il perd son trait d'union, et au singulier il se retrouve unijambiste! On veut nous faire écrire un millepatte! C'est absurde. Et ce qui est plus grave est que les modifications proposées ne correspondent absolument pas aux difficultés rencontrées en classe. Cette réforme fait l'unanimité contre elle et 95% des gens sont décidés à ne pas l'appliquer. » Qu'on ne se y trompe pas. Le débat déborde dans la rue. Il n'est pas rare aujourd'hui de rencontrer en France un employé des postes, un chauffeur d'autobus, une commerçante, un garçon de café qui a son opinion bien arrêtée, et souvent assez bien informée, sur la réforme.

Gisèle Delage, membre de la commission de terminologie de l'Office de la langue française du Québec, a pu s'en rendre compte sur place. Venue participer à une semaine de réu-

nions des commissions ministérielles de la langue française à Paris (la coopération franco-québécoise dans ce secteur est bien vivante), elle a eu l'occasion de mesurer la vivacité des réactions françaises : « Pour les Français, il est impensable d'imposer un changement de ce genre. Pour le Québec par contre, on aurait pu aller plus loin dans les modifications. »

Le Québec était représenté au stade de l'élaboration de la réforme en la personne de Pierre Martel, président du Conseil de la langue française du Québec, et de huit membres de l'Office de la langue française. Si les modifications étaient finalement acceptées, le Québec serait amené à les appliquer et il reviendrait à l'Office de la langue française d'aider à leur implantation.

De quoi s'agit-il donc? Cinq grandes rubriques sont concernées : le trait d'union, le pluriel des noms composés, l'accent circonflexe, le

participe passé des verbes pronominaux et « diverses anomalies » qui encombrant l'orthographe française. La soudure des mots composés est recommandée : pique-nique, croque-monsieur, pousse-pousse, portemonnaie...

Les mots composés suivront une règle unique de marque du pluriel : un perce-neige, un porte-avion, des perce-neiges, des porte-avions.

L'accent circonflexe sur le i et le u tombent, sauf dans les conjugaisons (nous suivimes, nous voulûmes) et dans les mots où il apporte une distinction de sens (jeune et jeûne, mur et mûr). Curieusement, le document administratif paru au Journal officiel précise pour le cas de l'accent circonflexe que « les personnes qui ont déjà la maîtrise de l'orthographe ancienne pourront, naturellement, ne pas suivre cette nouvelle norme »!

La quatrième catégorie touchée est celle du participe passé des ver-

Voir page 4: Boutentrain

« La guerre du Golfe a éclaté le 2 août dernier »

Yves Fortier estime que le Canada doit s'engager contre l'Irak

Jocelyn Coulon

LES RÉACTIONS de la communauté internationale aux événements dans le golfe Persique démontrent que les Nations unies ont surmonté une longue période d'inertie et que la grande organisation internationale peut maintenant travailler à l'établissement d'une sécurité collective.

Ambassadeur du Canada aux Nations unies, Yves Fortier a terminé il y a quelques semaines un mandat de deux ans au Conseil de sécurité, l'organe-clé de l'ONU. Il estime que le Conseil a joué un rôle vital dans la crise du Golfe et voudrait dissiper les doutes que certains Canadiens

entretiennent sur l'action de l'ONU dans cette crise.

« Il faut bien comprendre que la guerre ne va pas commencer avec l'ultimatum du 15 janvier, dit-il. Cette guerre a éclaté le 2 août dernier lorsque l'Irak a envahi, détruit et annexé un pays, le Koweït. »

« Je suis particulièrement outré d'entendre dire que les Nations unies vont faire la guerre. Cela est faux. Un seul pays est responsable de cette situation et c'est l'Irak. C'est à lui de tendre la main pour que l'on retrouve la paix », dit Fortier.

L'ambassadeur canadien rejette les accusations de certains personnes qui pensent que le Canada se comporte de façon servile dans son appui à la politique américaine dans le Golfe.

« Cela voudrait donc dire que la France, la Finlande, la Malaisie et tous les autres pays membres du Conseil de sécurité sont dans la poche des Américains. Bien sûr, cela n'a aucun sens », affirme-t-il.

Les 12 résolutions condamnant l'invasion irakienne du Koweït ont été adoptées par la majorité des 15 membres du Conseil de sécurité. Même Cuba et le Yémen ont voté contre l'annexion. Ces deux pays sont les seuls à avoir voté contre une intervention militaire.

M. Fortier rappelle que la Charte des Nations unies prévoit le droit de se défendre et de porter secours à un État qui en fait la demande. « Le Canada a signé cette Charte et ne se dérobera pas devant ses obligations in-

ternationales, dit-il. Le Canada est membre de la coalition multinationale et fera face à l'Irak s'il le faut. »

Après deux ans passé au Conseil de sécurité, Yves Fortier dresse un bilan particulièrement positif du rôle de la grande organisation internationale, même s'il déplore le « pourrissement » de certains dossiers.

Le Canada a accédé au Conseil de sécurité en janvier 1989 pour un mandat de deux ans. Sur les quinze membres du Conseil, cinq ont un statut permanent avec droit de veto — États-Unis, Union soviétique, France, Grande-Bretagne et Chine — et 10 ont un statut temporaire de deux ans. Le Conseil de sécurité est l'organe décisionnel le plus impor-

Voir page 4: « La guerre »



PHOTO JACQUES GRENIER

Yves Fortier au DEVOIR

Un été, un enfant

LES DROITS D'AUTEURS SONT VERSÉS À LA SOCIÉTÉ CANADIENNE DE LA SCLÉROSE EN PLAQUES

Un été, un enfant

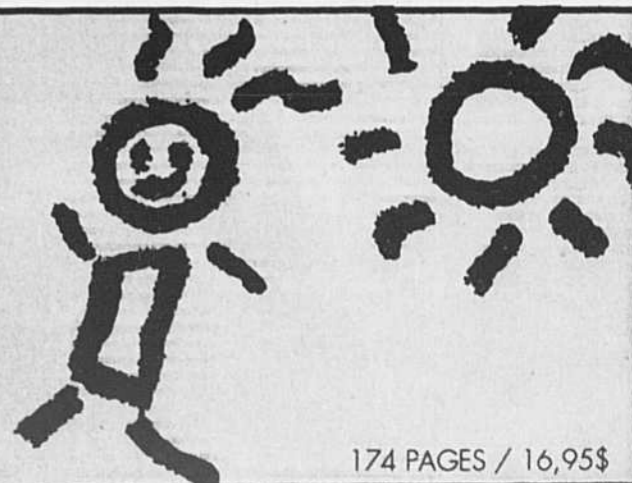
LES DROITS D'AUTEURS SONT VERSÉS À LA SOCIÉTÉ CANADIENNE DE LA SCLÉROSE EN PLAQUES

SOUS LA DIRECTION DE PAUL-ANDRÉ COMEAU
ALICE PARIZEAU
JEAN ROYER
NATHALIE PETROWSKI
JEAN O'NEIL

FRANCINE D'AMOUR
JEAN ÉTHIER-BLAIS
ALAIN PONTAUT
ARLETTE COUSTURE
GILLES ARCHAMBAULT

GUY BOULIZON
ROBERT LÉVESQUE
DANY LAFERRIÈRE
YVES BEAUCHEMIN
PAUL-ANDRÉ COMEAU

QUÉBEC/AMÉRIQUE - LE DEVOIR



174 PAGES / 16,95\$



L'hiver frappe l'Inde

Une jeune garçon brise la glace qui s'est formée sur le lac Dal, en Inde, connu pour sa flotte de maisons-bateaux. Les sévères conditions climatiques qui sévissent dans ce pays ont fait, à ce jour, plus de 100 morts.

PHOTO AP

Une violente tempête sème la mort en Grande-Bretagne

LONDRES (Reuter) — Une tempête, avec des vents atteignant 160 km/h, a fait au moins 28 morts, dont six touristes suisses et 10 marins d'un navire maltais, ce week-end dans les îles britanniques.

Les dégâts sont évalués à plusieurs millions de dollars. En Irlande, 40 000 foyers étaient privés d'électricité hier.

Toutes les liaisons maritimes par la mer d'Irlande ont été suspendues. Des voies ferrées ont également été coupées par des chutes d'arbres.

Les 65 000 habitants de l'île de Man, entre l'Irlande et la Grande-Bretagne, sont isolés du reste du monde à la suite de la suspension de toutes les liaisons maritimes et aériennes.

Le Kimya, un navire de 1000 tonnes qui transportait de l'huile de tournesol espagnole vers Liverpool,

a chaviré dans la nuit de samedi à dimanche à 16 milles des côtes galloises.

Selon les garde-côtes, deux membres d'équipage polonais ont été sauvés, mais quatre hommes ont été retrouvés noyés et six sont portés disparus.

Les victimes sont six Polonais, le capitaine norvégien, un Ghanéen, un Portugais et un Cap-Verdien, a indiqué la police.

Un bateau de pêche britannique, le Greenland, signalé en perdition au large de la côte occidentale de l'Irlande, a été sauvé, mais l'un des 15 membres d'équipage, un Espagnol, est porté disparu et s'est certainement noyé.

Quatorze personnes ont été tuées en Irlande.

Six touristes suisses et un Irlandais ont été frappés samedi par un

arbre tombé sur leur minibus, dans l'ouest de l'île. Trois autres personnes ont été tuées par des chutes d'arbres déracinés par la tempête.

À Galway, toujours dans l'ouest de l'Irlande, deux hommes qui dormaient dans une camionnette ont été victimes de l'effondrement d'un mur et une personne a trouvé la mort à Limerick à cause d'un feu de cheminée provoqué par les vents.

Une 14e victime a été électrocutée par des câbles à haute tension arrachés par la tempête.

À Brighton, dans le sud de l'Angleterre, un couple de Britanniques a été emporté par une vague alors qu'il se promenait sur la plage. Les recherches ont été interrompues.

Au Pays de Galles, un adolescent de 12 ans a été écrasé samedi soir par un mur qui s'est effondré près de sa maison.

Importante étude sur la digitaline

EDMONTON (PC) — Bien que les médecins ne sachent pas réellement si elle sauve des vies, si elle fait du tort aux patients ou si elle est sans effet, la digitaline est un des médicaments les plus prescrits à travers le monde aux patients ayant des problèmes cardiaques.

Une importante étude portant sur l'efficacité de la digitaline — à laquelle participent plusieurs centres hospitaliers américains et canadiens — est sur le point de démarrer.

Extrait de la digitale (une plante à fleurs communément appelée « doigtier »), la digitaline est utilisée depuis 200 ans comme stimulant car-

diaque. En 1986, aux États-Unis seulement, les pharmaciens ont vendu 12 millions d'ordonnances de ce médicament.

Le volet de l'étude dirigée par le docteur Montague, à Edmonton, portera sur 600 pré-adolescents et adolescents d'âge scolaire et tentera de vérifier s'il est possible de les amener à adopter des habitudes saines, réduisant ainsi le risque de maladies cardiaques ultérieures.

Comme toutes les études cliniques semblables, un groupe de contrôle — n'ayant pas suivi le traitement recommandé — sera utilisé afin de comparer les résultats obtenus.

Un accident par jour survient sur des passages à niveau au Canada

d'après la Presse Canadienne

HAPPER une voiture bondée de passagers à un passage à niveau, voilà le cauchemar de tout équipage de locomotive.

Mais puisque de tels accidents se produisent en moyenne une fois par jour au Canada sur des passages à niveau, les équipages des trains savent que ça risque fort d'arriver, fait valoir Roger Cyr, qui dirige un comité formé par l'Association ferroviaire canadienne afin de réduire le nombre de ces accidents qui entraînent mort et blessures.

Le personnel des trains ne se demande pas « si » une collision avec un véhicule automobile va survenir mais bien « quand » il va survenir, comme le précise une annonce publicitaire de l'Association, préparée à des fins préventives.

Les conducteurs de trains affirment qu'ils évitent de telles collisions au moins une fois par jour.

En novembre 1990 — dernier mois pour lequel on dispose de statistiques —, on déplorait 318 accidents survenus à des passages à niveau. Cent cinquante-six personnes ont été blessées et 37 sont mortes.

Ce chiffre est beaucoup trop élevé, selon M. Cyr, qui estime qu'à peu près tous ces accidents auraient pu être évités.

Michel Lambert, un employé des chemins de fer, sait à quel point les automobilistes sont parfois insouciant.

Quand il travaillait comme conducteur de locomotive, il a lui-même heurté deux automobiles. Il n'était responsable d'aucun de ces accidents. Aujourd'hui âgé de 47 ans, occupant depuis 11 ans un poste d'administrateur au Canadian National, il a fait enquête sur des douzaines de cas d'accidents.

« Au moment où vous apercevez l'individu sur la voie ferrée, il est déjà trop tard », explique-t-il. « Vous avez un terrible sentiment d'impuissance. »

Les automobilistes casse-cou, qui se croient plus rapides que le train, représentent une importante source de danger.

Ces conducteurs n'accordent pas à

la signalisation mécanique et aux signaux lumineux des passages à niveau la même importance qu'aux feux rouges, aux « arrêts » obligatoires ou même aux feux jaunes clignotants qu'ils rencontrent sur la route, déplore M. Cyr.

« Ils passeront sans se soucier des feux clignotants, poussant parfois même l'audace jusqu'à contourner les barrières. Pourtant, lorsque celles-ci sont baissées, le conducteur doit comprendre que le train est sur le point de franchir l'intersection. »

Une partie du problème est attribuable au fait que les gens sous-estiment la vitesse du train. Une étude démontre en effet que le train va en fait cinq fois plus vite que ce que les gens perçoivent.

Un train de marchandises lourdement chargé, long de 100 à 150 wagons, voyageant à une vitesse de 100 kilomètres-heure mettra 2,4 kilomètres à s'arrêter, explique M. Cyr.

« La plupart du temps, poursuit-il, les choses se passent très vite. Le conducteur aperçoit le véhicule à la dernière minute et tente de freiner tout en sachant qu'il y aura une collision. »

Les signaux se mettent en marche de 22 secondes à cinq minutes avant l'arrivée du train. Parfois, les gens voient un train passer et ne s'aperçoivent pas qu'un autre s'en vient.

« Les accidents les plus bêtes surviennent quand les gens, plutôt que d'attendre que le feu rouge disparaisse, traversent la voie sans réaliser qu'un autre train arrive en direction opposée. »

Parallèlement aux collisions d'automobilistes sur des passages à niveau, en 1989, on déplorait 88 accidents impliquant des piétons. Quarante-six d'entre eux sont morts.

On estime que le cinquième de ces accidents sont en fait des suicides. Une proportion semblable serait attribuable aux excès de drogue et d'alcool.

Dans les autres cas, les victimes traversaient la voie ferrée à un endroit interdit ou encore étaient assis, marchaient ou jouaient près des rails, raconte Ranjan Kelly, du Conseil de sécurité dans les transports.

En Amérique du Nord, marcher le



PHOTO CP

La majorité des accidents aux passages à niveau pourraient être évités, selon un groupe qui travaille à sensibiliser la population sur cette question.

long des rails fait partie de l'imagerie populaire de la conquête des grands espaces, commente Robert Frank, porte-parole du CN, soulignant qu'il s'agit d'une activité risquée.

Pendant la période estivale, des pêcheurs qui s'installent sur les ponts sur chevalets sont frappés par les trains. En hiver, les motoneigistes qui se baladent illégalement le long de la voie ferrée n'entendent pas la venue du train, couverte par le son du moteur de leur véhicule.

« Il sont en plein milieu de la voie ferrée, raconte M. Cyr, puis quand le train apparaît au détour d'une courbe, c'est la collision ! »

M. Cyr est fermement convaincu

de l'importance de sensibiliser les gens. Le programme de sécurité du comité qu'il dirige — dont le coût s'élève à 300 000 \$ — semble porter ses fruits. Des films, des affiches et des livres à colorier sont produits à cette fin.

En 1980, avant la mise sur pied du comité, on dénombrait 826 accidents aux passages à niveau. Bien que les chiffres de décembre ne soient pas encore disponibles, l'Association estime qu'il y a eu environ 350 accidents l'an dernier, soit une diminution de 60 % en dix ans.

« Si vous vous donnez la peine de vous arrêter, de regarder et d'écouter, votre vie n'est pas en danger », conclut-il.

La grève des infirmières s'envenime au Manitoba

WINNIPEG (PC) — Les techniciens qui veillent au bon fonctionnement des systèmes de chauffage et d'éclairage de huit hôpitaux et cliniques du Manitoba ont affirmé qu'ils débrayeront aujourd'hui, alors que les institutions pour lesquelles ils travaillent sont déjà aux prises avec une grève des infirmières.

Les administrateurs des huit institutions touchées affirment qu'ils pourront se débrouiller sans les techniciens, avec l'aide du personnel de l'administration et de la supervision.

Mais les médecins ont déjà affirmé qu'à moins que la grève des infirmières — commencée mardi dernier — ne se termine bientôt, des patients pourraient courir des risques.

CARTES D'AFFAIRES



Fondé en 1982

55 St-Jacques
Montréal, Québec
Canada, H2Y 3K2
Télex: 05 268656
Fax: (514) 845 7874
Tel: (514) 987 6242

Agents de brevets d'invention et de marques de commerce

LES ENFANTS DU MONDE TENDENT LA MAIN PARTAGEZ!

unicef

Fonds des Nations Unies pour l'enfance

Défense nationale National Defence

AVIS AU PUBLIC

CHAMP DE TIR DE FARNHAM (QUÉBEC)

Des exercices de tir aux armes portatives se poursuivront de jour et de nuit au Champ de tir de Farnham (Québec) jusqu'à nouvel ordre.

Ce champ de tir se trouve sur une propriété du MDN, située à l'intérieur du Camp militaire de Farnham, sur la rive gauche de la rivière Yamaska, à environ 2,8 km au nord-ouest de Farnham. Il est possible d'obtenir un plan détaillé du champ de tir en s'adressant au chef du Génie construction de la BFC Montréal.

Tous les chemins, routes et voies d'accès à la zone du camp sont indiqués par des affiches libellées en français et en anglais, interdisant l'entrée dans la zone.

MUNITIONS ET EXPLOSIFS ÉGARÉS

Les bombes, grenades, obus et autres engins explosifs analogues constituent un danger. Ne ramassez pas ces objets et ne les gardez pas comme souvenirs. Si vous avez trouvé ou si vous avez en votre possession un objet que vous croyez explosif, prévenez la police de votre localité, qui prendra les mesures nécessaires.

Il est interdit à toute personne non autorisée de pénétrer dans la zone ci-dessus.

PAR ORDRE
Sous-ministre
Ministère de la Défense nationale

OTTAWA, CANADA
17630-77

LE DEVOIR

DISTRIBUÉ EN FLORIDE

JUSQU'À LA FIN DE MARS 1991

Les vacanciers trouveront LE DEVOIR aux endroits suivants:

MIAMI BEACH GOLDEN SHORES 18190 Collins Avenue	HOLLYWOOD BEACH SUNDRIES 328 Johnson Street
SUNSHINE FOOD MARKET 18110 Collins Avenue	DELI FOOD MARKET 302 Johnson Street
FORT LAUDERDALE A1A CUNNINGHAM'S A1A Oakland Park	DANIA LUCKY 7 STORE 1414 S. Federal Hwy
POMPANO OCEANSIDE 31 N. A1A Extension Pompano Beach	

Musique, Musique

2 heures de musique instrumentale sans interruption commerciale

Tous les jours de 18h00 à 20h00

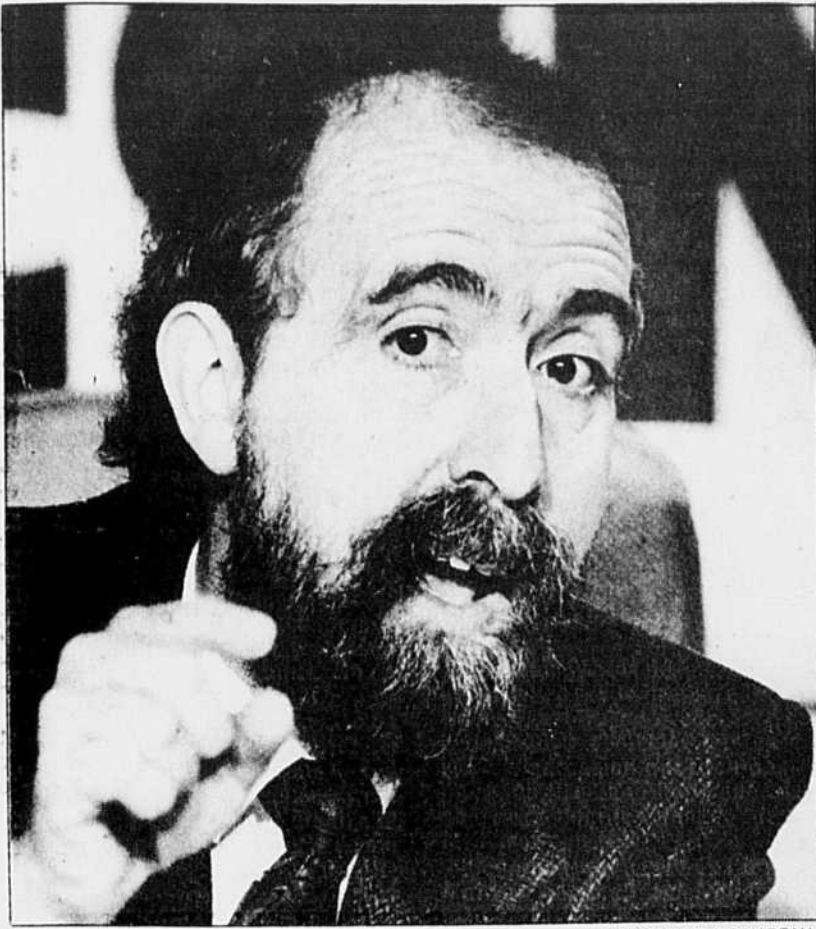


PHOTO JACQUES NADEAU

Gérald Larose

La CSN a réalisé des gains intéressants l'an dernier

Josée Boileau

LA DÉCENNIE 80 a été éprouvante, l'année 90 dure à passer mais la CSN a réussi à tirer son épingle du jeu. Elle aurait même réalisé des gains que le président de la centrale qualifie « d'intéressants ».

Dans le bilan qu'il traçait hier de l'année qui vient de s'écouler, Gérald Larose a bien distingué les succès remportés par ses syndiqués des politiques gouvernementales qui, amorcées dans les années 80, ont trouvé leur aboutissement en 1990.

« 1990 est venu compléter une décennie qui a transformé structurellement notre filet de protection sociale de façon extrêmement préjudiciable », a affirmé M. Larose en citant le déplacement du fardeau fiscal et les réformes de l'assurance-chômage et de l'aide sociale comme éléments de cette transformation.

Ce contexte difficile n'a toutefois pas empêché les syndiqués d'enregistrer des victoires, a noté le président qui en a énuméré une kyrielle, surtout reliées au secteur privé. Ainsi, les travailleurs de l'hôtellerie ont été parmi les premiers à obtenir une protection contre les effets de la TPS, ceux des pâtes et papiers, encore en pleine négociation, abordent pour la première fois le point clé de l'organisation du travail. Et, contrairement aux années 81-82, le mouvement syndical a bien l'intention de se prémunir contre les effets de la récession.

Dans le secteur public, M. Larose s'est réjoui de la percée de concepts tels l'équité salariale. Il a toutefois déploré qu'en pratique deux codes du travail soient maintenant en application au Québec, l'un pour le secteur privé, l'autre pour le secteur public.

« Et dans ce dernier cas, on puise à une économie radicalement différente du Code du travail légalement en vigueur puisque le droit à la négociation est nié », a ajouté le président en donnant pour exemple la loi 160 qui a mis un terme, à l'automne 1989, aux grèves illégales en cours dans le secteur de la santé, entraînant de fortes amendes et perte d'ancienneté pour les syndiqués impliqués.

M. Larose a à nouveau plaidé pour une modification au régime de négociations actuel mais en refusant de se prononcer sur la nouvelle direction qui vient d'être élue à la tête de la Fédération des affaires sociales, à qui sont affiliés, à la CSN, les syndiqués du secteur public. Contestée pour ses réticences face au recours à la grève, l'ancienne présidente, Mme Catherine Louméde, a cédé la place à M. Sylvio Robinson, dont l'approche est davantage fidèle à la tradition de radicalisme propre à la FAS.

« Tout le monde est préoccupé d'une restauration des droits des salariés et la nouvelle direction s'y emploiera », s'est contenté de dire M. Larose, en dénonçant la perte de motivation qui a découlé de l'application de la loi 160.

Sur la question nationale, le pré-

sident de la CSN, également membre de la Commission Bélanger-Campeau, a rappelé les propositions élaborées par la centrale, notamment quant à la tenue d'un référendum dès juin prochain. Comme l'avait fait son homologue de la CEQ, Mme Lorraine Pagé, en présentant son propre bilan la semaine dernière, il a aussi mis en garde le premier ministre Robert Bourassa contre sa propension à gagner du temps.

« On ne peut plus se payer ce genre de stratégie, a avisé M. Larose. C'est la plus coûteuse au plan économique, la plus ravagante au plan social et la plus dégradante au plan moral. Il faut maintenant que le premier ministre sente à quel point la volonté populaire est incontournable. »

À cet égard, le président de la CSN juge d'une « irresponsabilité coupable » le fait que le gouvernement du Québec n'ait encore rien entrepris pour expliquer au Canada anglais, aux États-Unis et à la face du monde « les tenants et aboutissants minimes des débats en cours ». Il invite donc l'ensemble des groupes à profiter de leur propre réseau pour se livrer à ce travail afin que la décision qui sera finalement prise au Québec « n'arrive pas comme un coup de tonnerre dans un ciel bleu ».

Incitant le Canada à se « déculpabiliser » par rapport au Québec, il se refuse par ailleurs à reprendre « les descriptions monstrueuses qu'on a faites de nos partenaires canadiens ».

« Je crois plutôt que ce sont des gens respectables, qui ont le sens de la 'business' et horreur des eaux troubles. Il serait surprenant qu'ils laissent aller le porte-feuille », de dire M. Larose en opposition aux scénarios d'un Canada qui refuserait de faire toute affaire avec un Québec indépendant.

Quant à la situation économique difficile, M. Larose a affirmé qu'elle n'est qu'une conséquence logique aux politiques suivies par les gouvernements qui ont depuis des années laissé libre cours aux règles du marché. C'est en ce sens qu'il parle de « drame préparé », sans toutefois rejeter du revers de la main l'analyse faite par le Conseil du travail du Canada.

La vice-présidente de cette centrale, Mme Nancy Riche, a repris la semaine dernière la thèse soutenue en décembre par l'ancien ministre conservateur, Sinclair Stevens, selon qui un accord secret aurait été conclu entre Ottawa et le gouvernement américain dans le cadre du traité de libre-échange, obligeant le Canada à pratiquer une politique de taux d'intérêt élevés.

« J'en avais déjà débattu au début décembre avec le ministre fédéral Gilles Loiselle, pour conclure que cette histoire d'entente secrète est la seule explication qui tient debout pour justifier une politique aussi aberrante pour le Canada », de dire M. Larose.

Le ministre d'État aux Finances n'aurait cependant pas donné son aval à une telle conclusion.

Les Québécois vont de plus en plus aux États-Unis pour faire leurs achats

Paul Cauchon

AU POSTE frontière de Lacolle les automobilistes rongeaient leur frein cette fin de semaine, alors que l'attente pouvait dépasser deux heures. Une affluence record, qui serait causée par le retour des Québécois qui vont en Floride pendant la période des Fêtes, et par une nette augmentation du magasinage aux États-Unis.

Depuis un mois ce poste frontière connaît un achalandage comparable à la période estivale des vacances de la construction. Cet achalandage culminait samedi, alors que pendant huit heures plus de 4000 véhicules passaient la frontière, ce qui représente plus du double du niveau habituel.

À certains moments l'attente pour passer un guichet atteignait trois heures. Hier, l'achalandage avait diminué mais demeure important.

Cette situation n'est pas sans causer des maux de tête aux responsables du poste, qui manquent de per-

sonnel supplémentaire à cause de compressions budgétaires, dit-on. Selon le surintendant Richard Fournier, on retrouve de plus en plus de vacanciers qui partent en auto pendant deux semaines vers les États ensoleillés du sud.

Mais on retrouve aussi un nombre grandissant de « magasiniers », qui se dirigent essentiellement vers Plattsburg.

« C'est un phénomène qui a commencé avant les Fêtes, explique M. Fournier, donc avant l'arrivée de la TPS. Celle-ci demeure avantageuse pour certains produits, mais en ce qui concerne les vêtements et les chaussures, il est évident que le consommateur y perd au Canada, puisque ces produits n'étaient pas taxés auparavant. »

En recueillant les commentaires des voyageurs, Richard Fournier constate un attrait grandissant pour les achats aux États-Unis. « C'est peut-être lié à la récession, les gens en veulent plus pour leur argent, dit-il. Bon nombre de voyageurs déclarent qu'ils sont gagnants même en

payant les droits de douane (le voyageur qui quitte le Canada 24 heures n'a droit qu'à des achats de 20 \$ sans frais). En droits et taxes, nous percevons en moyenne 40 \$ par facture déclarée. »

« Avant les Fêtes, continue-t-il, la chaîne d'alimentation Sun Food offrait aux États-Unis des dinde à 29 cents la livre. J'ai vu bien des Québécois ramener des dinde ! Le système commercial américain est différent, les magasins sont ouverts le soir et le dimanche, et à Plattsburg le marketing est solide : on y retrouve deux gros centres commerciaux pour une ville pourtant petite. »

Si cet attrait pour le magasinage aux États-Unis a commencé avant l'introduction de la TPS, on peut toutefois prévoir que la TPS n'améliorera pas la situation.

Au contraire, La Canadian Press, citant le *Ottawa Citizen*, estime que les ventes par correspondance aux États-Unis deviendront de plus en plus attrayantes avec l'arrivée de la TPS, particulièrement les ventes de vêtements et de livres.

La loi canadienne prévoit qu'on peut échapper aux frais de douane et à la TPS si on achète auprès de compagnies étrangères de vente par correspondance. Cette exemption concerne uniquement les achats de moins de 40 \$.

Selon l'Association américaine de marketing direct, les compagnies américaines ont bien l'intention de profiter de cette particularité de la loi. Et les compagnies canadiennes soutiennent qu'elles prendront ainsi des ventes.

Fred Light, porte-parole pour Revenue Canada des opérations douanières, estime que sur les 30 millions de colis entrés au Canada en 1990, seulement 1,5 million étaient assujettis à des frais de douane. La grande majorité des colis contenaient des valeurs de moins de 40 \$.

Le gouvernement fédéral avait introduit cette exemption pour les colis de petites sommes il y a cinq ans. En 1987, 18 millions de petits colis avaient été ainsi exemptés, un chiffre qui s'élevait à 28,5 millions l'année dernière.

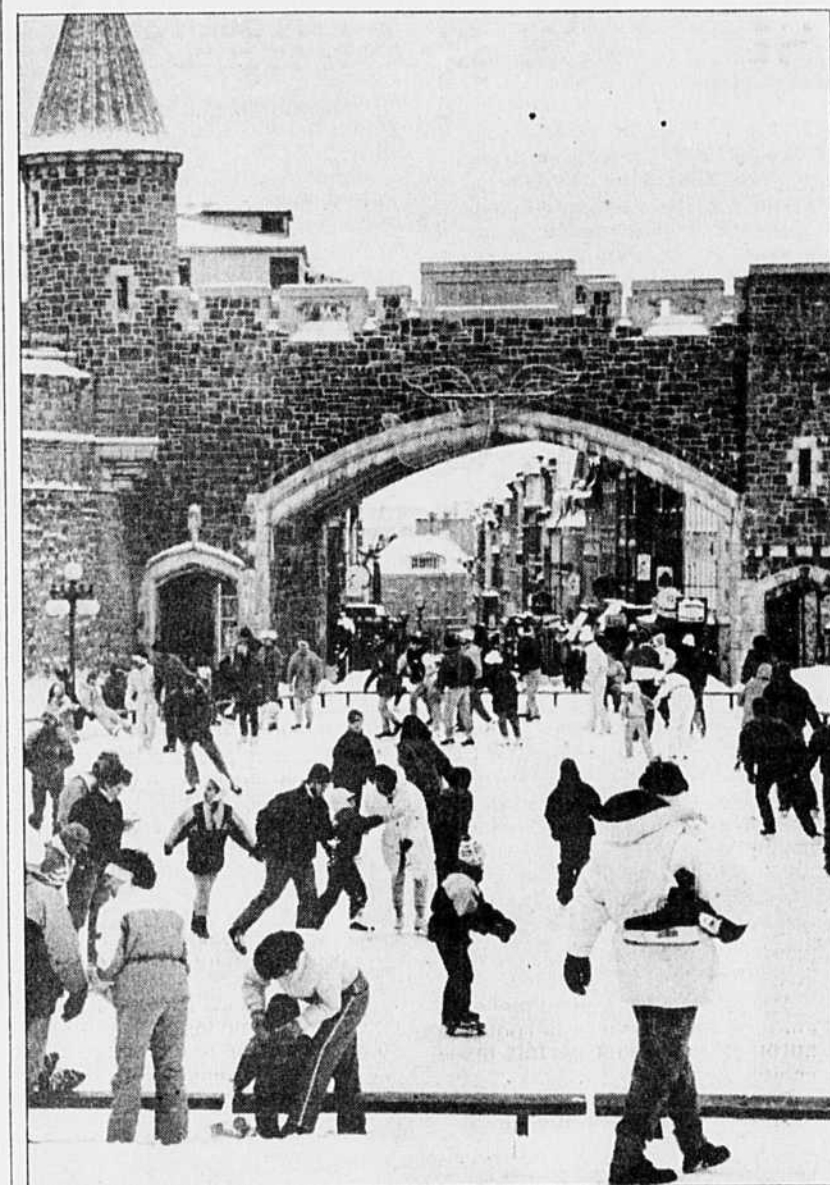


PHOTO JACQUES NADEAU

Québec fête l'hiver à la Place d'Youville

Pour la troisième année consécutive, une patinoire a été aménagée sur la Place d'Youville, à Québec, face à la porte Saint-Jean. Elle est devenue un lieu de rendez-vous dominical pour de nombreux Québécois.

Les travaux pour dégager la rivière Saint-François progressent

DRUMMONDVILLE (PC) — Après dix jours de dynamitage infructueux, les responsables des opérations visant à défaire un embâcle qui s'est formé sur la rivière Saint-François, à la hauteur de Drummondville, ont décidé de remiser les péards pour quelques temps et laisser la « grenouille verte » s'attaquer, seule, au banc de glace qui gêne l'écoulement des eaux.

Hier après-midi, le véhicule qui fonctionne presque comme une grenouille, d'où le surnom qu'on lui a donné, progressait à un rythme fort satisfaisant, selon le directeur des opérations, M. Marcel Lefebvre, chef de police de Drummondville.

« Habituellement, la grenouille verte avance à environ 25 mètres l'heure. Mais présentement, son rythme est beaucoup plus rapide, constate-t-il. D'un endroit à l'autre, l'épaisseur des glaces change beaucoup. » La machine a entrepris sa mission sommairement samedi soir et dès 7 h, hier matin, elle se retrouvait sur les glaces de la rivière.

Le directeur Lefebvre ne cache pas qu'un embâcle à ce temps-ci de l'année provoque des problèmes inhabituels. « Les éléments naturels sont différents, car le temps s'en va en refroidissant », fait-il remarquer. Aussi, le directeur de la sécurité publique opine qu'une journée supplémentaire de pluie n'aurait certainement pas nuï aux opérations.

Pour le moment, le directeur Lefebvre souligne que l'équipe spéciale des mesures d'urgence remplit fort bien ses deux missions prioritaires. « En premier lieu, il fallait s'assurer

qu'il n'y aurait aucun danger d'inondation en faisant baisser le niveau de l'eau. Et, ensuite, nous devons travailler à affaiblir l'embâcle, ce que nous avons fait en ouvrant le chenal. »

Jusqu'ici, les dix jours de dynamitage, durant lesquels ont travaillé des artificiers des Forces canadiennes, ont coûté au moins 50 000 \$ et ce, sans compter la nourriture offerte aux nombreux bénévoles. Quant à elle, la « grenouille verte » opère à 100 \$ l'heure. « Jusqu'ici, les opérations ne nous ont pas coûté plus cher qu'une bonne tempête de neige », soutient le directeur Lefebvre.

Tant que les riverains seront hors de danger, il sera plus facile aux équipes d'urgence d'effectuer leur travail. Du reste, il semble bien que c'est la « grenouille verte » qui devra trouver la faille qui fera céder l'amas de glace.

Enfin, en ce qui concerne ce qui attend les riverains de la Saint-François au printemps, le directeur Lefebvre mentionne qu'il ne sera pas nécessaire d'effectuer une surveillance spéciale puisqu'elle est déjà suffisamment assidue selon lui. « Nous effectuerons une surveillance normale, c'est-à-dire 24 heures par jour », avance-t-il.

Poumon qui respire Cigarette qui expire

Ruée en vue

CALGARY (PC) — Le réchauffement de la planète pourrait créer une nouvelle ruée vers le Nord canadien, selon une étude fédérale sur l'impact des changements climatiques sur les transports.

Le réchauffement de la planète « pourrait donner lieu, dans le nord du Canada, au développement de nouveaux établissements de population et aux activités s'y rapportant », selon une étude menée par le Groupe IBI de Toronto, pour le compte du ministère des Transports.

Cette étude conclut que des investissements considérables seraient requis pour le prolongement de routes, chemins de fer, ports et pistes d'atterrissage dans le nord du pays.

L'étude en question stipule qu'un climat plus chaud nécessiterait également la conception d'un programme de contrôle du niveau des Grands Lacs et elle prévoit l'accroissement des services de la Garde-côte, ainsi que des opérations de recherche, de sauvetage et de patrouilles de défense.

RÉSULTATS

loto-québec

<p>Provincial Tirage du 91-01-04</p> <table border="1"> <tr><th>NUMÉROS</th><th>LOTS</th></tr> <tr><td>2451496</td><td>1 000 000 \$</td></tr> <tr><td>451496</td><td>10 000 \$</td></tr> <tr><td>51496</td><td>1 000 \$</td></tr> <tr><td>1496</td><td>100 \$</td></tr> <tr><td>496</td><td>25 \$</td></tr> <tr><td>96</td><td>10 \$</td></tr> </table> <p>Le billet donne droit à cinq tirages consécutifs.</p>	NUMÉROS	LOTS	2451496	1 000 000 \$	451496	10 000 \$	51496	1 000 \$	1496	100 \$	496	25 \$	96	10 \$	<p>La Mini Tirage du 91-01-04</p> <table border="1"> <tr><th>NUMÉROS</th><th>LOTS</th></tr> <tr><td>535718</td><td>50 000 \$</td></tr> <tr><td>35718</td><td>5 000 \$</td></tr> <tr><td>5718</td><td>250 \$</td></tr> <tr><td>718</td><td>25 \$</td></tr> <tr><td>18</td><td>5 \$</td></tr> </table> <p>535718 1 000 \$ 5357 100 \$ 535 10 \$</p>	NUMÉROS	LOTS	535718	50 000 \$	35718	5 000 \$	5718	250 \$	718	25 \$	18	5 \$	<p>Quatre-vingt-neuf Tirages du 90-12-31 au 91-01-05</p> <table border="1"> <tr><th></th><th>3</th><th>4</th></tr> <tr><td>LUNDI</td><td>067</td><td>7827</td></tr> <tr><td>MARDI</td><td>—</td><td>—</td></tr> <tr><td>MERCREDI</td><td>005</td><td>7159</td></tr> <tr><td>JEUDI</td><td>649</td><td>7994</td></tr> <tr><td>VENDREDI</td><td>256</td><td>0589</td></tr> <tr><td>SAMEDI</td><td>199</td><td>7503</td></tr> </table>		3	4	LUNDI	067	7827	MARDI	—	—	MERCREDI	005	7159	JEUDI	649	7994	VENDREDI	256	0589	SAMEDI	199	7503					
NUMÉROS	LOTS																																																					
2451496	1 000 000 \$																																																					
451496	10 000 \$																																																					
51496	1 000 \$																																																					
1496	100 \$																																																					
496	25 \$																																																					
96	10 \$																																																					
NUMÉROS	LOTS																																																					
535718	50 000 \$																																																					
35718	5 000 \$																																																					
5718	250 \$																																																					
718	25 \$																																																					
18	5 \$																																																					
	3	4																																																				
LUNDI	067	7827																																																				
MARDI	—	—																																																				
MERCREDI	005	7159																																																				
JEUDI	649	7994																																																				
VENDREDI	256	0589																																																				
SAMEDI	199	7503																																																				
<p>649 Tirage du 91-01-05</p> <p>7 9 21 25 26 46</p> <p>GAGNANTS LOTS</p> <p>6/6 2</p> <p>5/6+ 0</p> <p>5/6 35</p> <p>4/6 1 597</p> <p>3/6 27 307</p> <p>VENTES TOTALES: \$</p> <p>PROCHAIN GROS LOT (APPROXIMATIF): \$</p> <p>PROCHAIN TIRAGE: 91-01-09</p>	<p>SELECT Tirage du 91-01-05</p> <p>12 25 26 30 34 35</p> <p>GAGNANTS LOTS</p> <p>6/6 0 500 000,00 \$</p> <p>5/6+ 2 16 236,90 \$</p> <p>5/6 35 618,50 \$</p> <p>4/6 1 597 61,00 \$</p> <p>3/6 27 307 5,00 \$</p> <p>VENTES TOTALES: 1 140 325,00 \$</p> <p>PROCHAIN GROS LOT (APPROXIMATIF): 500 000,00 \$</p> <p>PROCHAIN TIRAGE: 91-01-12</p>	<p>Extra Tirage du 91-01-05</p> <table border="1"> <tr><th>NUMÉROS</th><th>LOTS</th></tr> <tr><td>344102</td><td>100 000 \$</td></tr> <tr><td>44102</td><td>1 000 \$</td></tr> <tr><td>4102</td><td>250 \$</td></tr> <tr><td>102</td><td>50 \$</td></tr> <tr><td>02</td><td>10 \$</td></tr> <tr><td>2</td><td>2 \$</td></tr> </table> <p>NUMÉROS MOBILES</p> <p>99443 1 000 \$ 9933 100 \$ 098 25 \$</p>	NUMÉROS	LOTS	344102	100 000 \$	44102	1 000 \$	4102	250 \$	102	50 \$	02	10 \$	2	2 \$	<p>INTER-PLUS Tirage du 91-01-04</p> <table border="1"> <tr><th>NUMÉROS</th><th>LOTS</th></tr> <tr><td>992669</td><td>250 000 \$</td></tr> <tr><td>92669</td><td>2 500 \$</td></tr> <tr><td>2669</td><td>250 \$</td></tr> <tr><td>669</td><td>25 \$</td></tr> <tr><td>69</td><td>10 \$</td></tr> </table>	NUMÉROS	LOTS	992669	250 000 \$	92669	2 500 \$	2669	250 \$	669	25 \$	69	10 \$	<p>Banco Tirage du 91-01-04</p> <p>Vous pouvez miser jusqu'à 21 h les soirs de tirages</p> <table border="1"> <tr><th></th><th>2</th><th>12</th><th>14</th><th>20</th><th>21</th></tr> <tr><td></td><td>22</td><td>25</td><td>30</td><td>33</td><td>35</td></tr> <tr><td></td><td>39</td><td>44</td><td>52</td><td>53</td><td>59</td></tr> <tr><td></td><td>61</td><td>62</td><td>65</td><td>66</td><td>67</td></tr> </table> <p>Prochain tirage: 91-01-07</p>		2	12	14	20	21		22	25	30	33	35		39	44	52	53	59		61	62	65	66	67
NUMÉROS	LOTS																																																					
344102	100 000 \$																																																					
44102	1 000 \$																																																					
4102	250 \$																																																					
102	50 \$																																																					
02	10 \$																																																					
2	2 \$																																																					
NUMÉROS	LOTS																																																					
992669	250 000 \$																																																					
92669	2 500 \$																																																					
2669	250 \$																																																					
669	25 \$																																																					
69	10 \$																																																					
	2	12	14	20	21																																																	
	22	25	30	33	35																																																	
	39	44	52	53	59																																																	
	61	62	65	66	67																																																	

T V A, le réseau des tirages de Loto-Québec

Les modalités d'encaissement des billets gagnants paraissent au verso des billets. En cas de disparité entre cette liste et la liste officielle, cette dernière a priorité.

Défense nationale National Defence

AVIS AU PUBLIC

CHAMP DE TIR DE SAINT-BRUNO

Jusqu'à avis contraire, il y aura des exercices de tir de jour et de nuit au champ de tir de Saint-Bruno. La zone de danger est circonscrite par les limites du camp de Saint-Bruno près de Saint-Basile-le-Grand (Québec), et sise dans la paroisse Sainte-Julie (cinquième concession) et la paroisse Saint-Bruno. Il est possible d'obtenir une description du champ de tir de Saint-Bruno en s'adressant au chef des opérations de la BFC Montréal.

Tous les chemins, routes et voies d'accès à la zone de camp sont indiqués par des affiches libellées en français et en anglais, interdisant l'entrée dans la zone.

MUNITIONS ET EXPLOSIFS ÉGARÉS

Les bombes, grenades, obus et autres engins explosifs analogues constituent un danger. Ne ramassez pas ces objets et ne les gardez pas comme souvenirs. Si vous avez trouvé ou si vous avez en votre possession un objet que vous croyez explosif, prévenez la police de votre localité, qui prendra les mesures nécessaires.

Il est interdit à toute personne non autorisée de pénétrer dans la zone ci-dessus.

PAR ORDRE
Sous-ministre
Ministère de la Défense nationale

OTTAWA, CANADA
17630-77

L'ÉDUCATION DES ADULTES AU CÉGEP

je m'inscris!

Renseignez-vous au cégep de votre région ou à

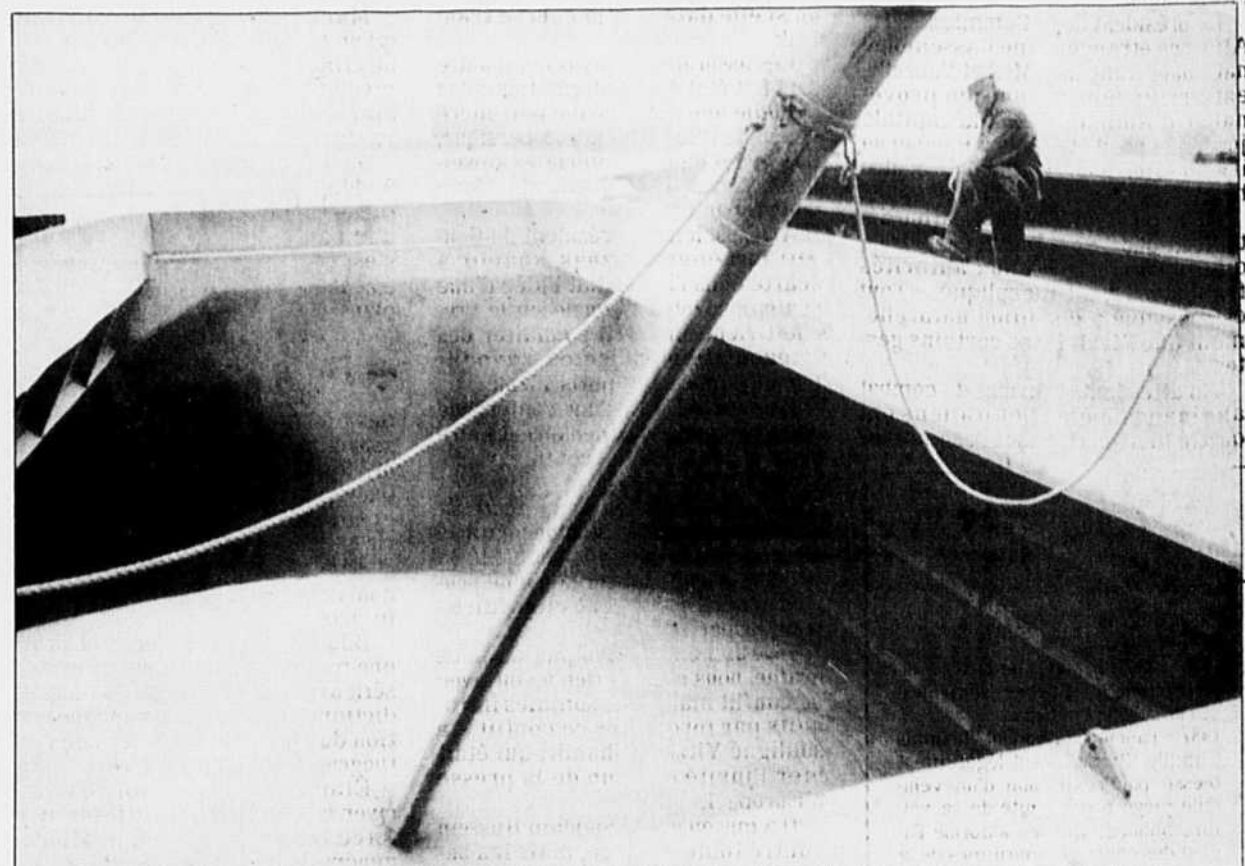
CÉGÉPHONE (514) 271-1124
du lundi au vendredi jusqu'à 21 h.
nous acceptons les frais d'interurbain

LA VIE ÉCONOMIQUE

Montréal, lundi 7 janvier 1991

Les Minoteries Ogilvie percent en Europe

Anne Pélovas
Collaboration spéciale



Les Minoteries Ogilvie ont désormais leur pied-à-terre sur les rives de la Garonne.

Cette semaine à la Bourse

ASSEMBLÉES GÉNÉRALES

Nom de la Compagnie	date	heure	lieu
Consol. TVX Mining	07-01	12 h 15	Toronto
Telemédia	09-01	11 h 00	Toronto
Nova Cogesco (Ressources)	09-01	10 h 00	Montréal
Opawica Explorations	11-01	9 h 00	Toronto
Okanagan Skeena Group	11-01	10 h 00	Vancouver

ÉCHÉANCE DE BONS DE SOUSCRIPTION

Groupe Goyette
Symbole : GOY.WT
Valeurs : Action ordinaire.
Base de souscription : 2 bons de souscription pour 1 action ordinaire.
Date d'échéance : le 31 janvier 1991.

DROITS DE SOUSCRIPTION ADMIS POUR LA NÉGOCIATION

Stratmin
Symbole : SIQ.A
Base d'attribution : 3 droits par action catégorie A détenue.
Base de souscription : 10 droits et 1.15 \$ par action catégorie A.
Date d'enregistrement : le 19 décembre 1990.
Date d'échéance : le 18 janvier 1991.

Consolidated HCI Holding

Symbole : CXA.A, CXA.B
Base d'attribution : 1 droit pour chaque action détenue.
Base de souscription : 4 droits et 6.00 \$ permet d'acheter un action ordinaire.
Date d'enregistrement : le 13 décembre 1990.
Date d'échéance : le 10 janvier 1991.

ÉCHÉANCE DU PRIVILÈGE D'ENCAISSEMENT PAR ANTICIPATION

Triton Canada Resources
Symbole : TTN.PR.B
Valeurs : actions privilégiées prioritaires, rachetables à dividende cumulé de 10 %.
Prix à l'encaissement : 10 \$.
Date limite pour exercer votre privilège : le 15 janvier 1991.
Date d'encaissement : le 1er février 1991.

RACHAT EN TOTALITÉ

ITT Canada
Symbole : ITT.PR.B
Valeurs : action privilégiée, premier rang, série 2.
Prix de rachat : 25.00 \$.
Date de rachat : le 31 janvier 1991.

MPG Investment
Symbole : MPG.PR.B
Valeurs : action privilégiée.
Prix de rachat : 25.00 \$.
Date de rachat : le 31 janvier 1991.

PROJET DE MODIFICATION DE LA RAISON SOCIALE ET RÉORGANISATION DU CAPITAL

Union Carbide Canada
Modalités de l'échange : **Union Carbide Canada** deviendra **Linde Canada**. La distribution d'environ 7.00 \$ par action se fera sous forme d'actions privilégiées, échangeables de **Linde Canada** OU d'un paiement en espèces, au choix des actionnaires canadiens. La réorganisation sera effectuée sous réserve de l'approbation des actionnaires minoritaires qui se prononceront au cours d'une assemblée extraordinaire, le 15 février 1991.

AVIS DE FUSION

Kelsey Hayes Canada et 919103 Ontario
Modalités de l'échange : chaque actionnaire recevra une action privilégiée rachetable au gré de la nouvelle société pour chaque action ordinaire de **Kelsey-Hayes Canada** qu'il détient.

À TITRE D'INFORMATION

Groupe Transcontinental G.T.C.
La société a avisé la Bourse de son intention d'acheter jusqu'à 1 016 219 de ses actions catégorie B, soit 5 % des actions de catégorie B émises et en circulation au 14 décembre 1990. Le programme débutera le 19 décembre 1990 et se terminera le 18 décembre 1991.

La Corporation Horsham

La société a avisé la Bourse de son intention d'acheter jusqu'à 5 000 000 de ses actions à droit de vote subalterne soit 9.6 % des actions détenues par le public parmi les 77 258 932 actions émises et en circulation au 31 octobre 1990. La société limitera ses achats à un montant global n'excédant pas 40 000 000 \$. Le programme d'achat débutera le 17 décembre 1990 et se terminera le 16 décembre 1991.

Interhome Energy

La société a indiqué que la Bourse avait approuvé, en principe, un projet de distribution à ses actionnaires de sa filiale pétrolière et gazière **Home Oil Co Limited**. Il est prévu que la distribution aura lieu lors du premier trimestre de 1991, et elle est sujette à l'approbation des actionnaires, des autorités réglementaires et de la Cour.

Corporation de Gestion La Vérendrye

La Bourse a été avisé du projet de privatisation de **Corporation de gestion La Vérendrye** par la réalisation d'un scénario qui résulterait en une offre d'achat au comptant au prix de 1.60 \$ l'action de la société. Il est prévu que la transaction soit complétée au mois de mars 1991.

Les Bijoutiers Diamantaires Peoples

La société a avisé la Bourse de son intention d'acheter jusqu'à 886,305 de ses actions non votantes de catégorie A, soit 10 % des actions ordinaires émises et en circulation au 1er décembre 1990. Le programme d'achat débutera le 2 janvier 1991 et se terminera le 31 décembre 1991.

Guardcor Investment

Les détenteurs des options de vente de **Guardian Trustco** sur les actions de **Guardcor Investments** ont le droit de forcer la compagnie à racheter leur action ordinaire de **Guardcor Investments** au prix de 10.00 \$ l'action au cours de la période du 4 janvier 1991 au 4 février 1991.

NOUVELLE INSCRIPTION

Nom de la compagnie : Transcanada Pipelines pr N
Symbole : TRP pr N

Les renseignements contenus aux présentes proviennent de sources que nous croyons dignes de foi mais nous ne pouvons garantir leur exactitude. Ce document, étant un bulletin d'information, pourrait être incomplet.

Ces renseignements sont fournis par **Tassé**

LES MINOTERIES Ogilvie ne s'endorment pas sur leurs lauriers. Leader mondial sur le marché de l'amidon et du gluten, le groupe canadien développe depuis 1989 une stratégie résolument tournée vers l'Europe. En s'installant l'an passé dans le sud de la France et en s'alliant avec deux grands de la filière blé, il s'est taillé la part du lion dans le traitement des farines destinées à des secteurs comme la papeterie. Ogilvie a réussi là où d'autres pourraient bien échouer sur un marché européen de plus en plus difficile à pénétrer.

Faire fructifier l'or blanc au pays du Bordeaux, l'un des vins les plus réputés au monde, voilà le défi de taille qu'a relevé la compagnie canadienne Les Minoteries Ogilvie en s'installant sur les bords de la Garonne, en France. Premier producteur mondial des composants de blé que sont l'amidon et le gluten, Les Minoteries Ogilvie rachetaient début 1989 plus de la moitié du capital de Tenstar Aquitaine. Cette société française figurait déjà, à l'époque, au rang des plus importants producteurs européens de farine de blé. Bonne opération, donc, et d'autant plus réussie qu'Ogilvie faisait ainsi sa place sur un marché européen très concurrentiel. À l'heure où l'on parle tant des difficultés qu'auront les pays tiers — et leurs entreprises — à s'implanter ou à vendre leurs produits dans l'Europe unie de 1993, Ogilvie est un exemple à suivre... avant qu'il ne soit trop tard pour investir ce grand marché !

L'usine de Tenstar, devenue Ogilvie Aquitaine, « était stratégiquement une très bonne porte d'entrée pour nous en Europe », constate aujourd'hui Georges Bourelle, vice-président et directeur général des unités canadienne et européenne d'amidon et de gluten au sein de la filiale de John Labatt à Montréal. « Bordeaux, c'est notre pied-à-terre européen », renchérit Sixte de Sainte-Croix. Le directeur général d'Ogilvie Aquitaine ne tarit pas d'éloges sur cette implantation.

Bordeaux est en effet la capitale du sud-ouest de la France. Sa situation géographique est particulièrement avantageuse pour Ogilvie, car la plupart des autres usines de gluten et d'amidon se trouvent dans le nord de la France ou en Belgique. Bordeaux est donc bien située pour approvisionner le Sud, celui de la France en pleine expansion, mais aussi l'Espagne et l'Italie. Le blé, qui sert de matière première à l'usine, est abondant dans la région et, surtout, Bordeaux est la troisième ville portuaire en France. Ses installations modernes facilitent grandement les transports en Europe et, également, en direction de l'Afrique.

Le choix semblait donc judicieux pour Ogilvie qui, jusque-là, ne disposait que de deux usines au Canada et d'une aux États-Unis, mais d'aucune implantation sur le continent européen. Le groupe en a saisi l'opportunité lorsque l'un des trois actionnaires de Tenstar a déclaré forfait. En 1984, trois partenaires s'étaient associés à parts égales pour créer l'entreprise. On trouvait là l'Union nationale des coopératives de céréales (UNCAC) — premier groupe français coopératif stockant et exportant du blé — les Grands Moulins de Paris — premier groupe meunier français — et Rank Hovis McDougall, le Britannique classé dans le peloton de tête des grands groupes agro-alimentaires européens.

Une bien belle alliance, partant d'un bout de la chaîne à l'autre, pour produire et commercialiser des farines issues de blé français. Mais, les alliances se défont comme elles se font... Et, quand Rank Hovis a décidé de céder ses parts, Ogilvie est entré en scène, prenant de suite le rôle principal : 51 % du capital pour le Canadien, 49 % pour les deux autres, chacun gardant sa vocation. À l'UNCAC d'assurer, grâce à son énorme réseau, le courtage en blé, de sélectionner le blé acheté par Ogilvie Aquitaine pour faire fonctionner l'usine de Bordeaux. Aux Grands Moulins de Paris, la responsabilité de transformer ce blé en farine. Unique fournisseur de farine pour Ogilvie Aquitaine, dont l'usine joute la minoterie des Grands Moulins à Bordeaux, ces derniers sont aussi acheteurs du gluten produit pour l'enrichissement de leur farine

et leurs activités de boulangerie. On boucle en quelque sorte la boucle !

Souffle technologique

Sixte de Sainte-Croix est convaincu qu'en rachetant Tenstar, Ogilvie a apporté un second souffle à l'entreprise bordelaise. Ses atouts ? Une technologie de pointe pour la transformation des produits natifs du blé, l'amidon et le gluten, et leur utilisation dans des secteurs d'activités économiques en développement.

En Europe, comme ailleurs dans le monde, le blé est en surproduction depuis longtemps et, dans bien des cas, il entre en concurrence avec d'autres produits tels que le maïs et la féculé. De plus, ce continent a beau constituer le plus important marché de gluten au monde, la demande est actuellement inférieure à l'offre. On en produit environ 140 000 tonnes par an en Europe, alors que la meunerie et la boulangerie n'en utilisent que 100 à 110 000 tonnes. Du coup, les prix ont fortement baissé. Sixte de Sainte-Croix résume ainsi la situation : « Avant, le gluten, c'était de l'or en Europe. Il ne constitue que 10 % de la farine de blé, contre 75 % pour l'amidon. Mais, il y a trois ans, le gluten se vendait 2000 \$ la tonne, alors que l'amidon le plus pur procurait 400 \$ à 500 \$ la tonne. On a donc beaucoup développé la qualité du gluten. Avec la chute des prix, on s'est mis à s'intéresser davantage à l'amidon ».

Disponible « par force » au moment de l'extraction du gluten, l'amidon est devenu, à partir de 1986, l'objet de toutes les attentions. On cherchait de nouveaux créneaux, des produits à haute valeur technologique et commerciale. C'est dans ce domaine de production d'amidons modifiés qu'Ogilvie a fait sa place en France et en Europe. « Autrefois, explique Sixte de Sainte-Croix, le gluten nous permettait de faire la marge, alors que l'amidon était le mal nécessaire. Aujourd'hui, nous considérons aussi l'amidon comme porteur d'un fort niveau de rentabilité ».

Le seul moyen de valoriser l'amidon — et de justifier des prix élevés — était, pour Ogilvie Aquitaine, de spécialiser ses produits, en leur donnant des caractéristiques plus sophistiquées que celles que l'on peut obtenir avec l'amidon natif. C'est ce qu'a pu réaliser l'entreprise grâce à l'expertise d'Ogilvie Meels. En concentrant ses efforts sur l'amidon destiné au secteur de la papeterie, elle a réussi à trouver un débouché particulièrement rentable. Ce type d'amidon se vend en effet deux fois plus cher qu'un produit ordinaire !

L'amidon de blé dans le papier

Il y a 10 ans, les papetiers européens utilisaient seulement de l'amidon de maïs ou de pomme de terre. Depuis, les amidonniers de blé occupent 30 % de ce marché. Sixte de Sainte-Croix se rappelle que

« quand les papetiers ont cherché à élargir leur gamme de fournisseurs, Ogilvie Aquitaine a mis en avant certains propriétés supérieures de l'amidon de blé. Par exemple, comme agent de blanchiment du papier. De plus, ce glucide visqueux possède un pouvoir liant et collant excellent pour les fibres de papier. Finalement, il améliore beaucoup sa solidité ».

Si, aujourd'hui, Ogilvie Aquitaine compte parmi ses clients les plus gros groupes papetiers français, allemands, anglais, italiens ou espagnols, elle le doit à une politique commerciale très agressive et qui a porté ses fruits. « Nous avons été les artisans de l'utilisation en Europe de l'amidon de blé dans la papeterie », insiste Sixte de Sainte-Croix. Pas étonnant que l'entreprise ait réussi en peu de temps à capter une bonne part du marché papetier : 15 %, soit la moitié de celle conquise par l'ensemble des amidonniers de blé !

« Nous travaillons beaucoup, ajoute le directeur général, pour améliorer la viscosité de nos produits, la faire correspondre aux exigences de nos clients, mais nous avons surtout un service après-vente exceptionnel, avec un groupe de technico-commerciaux — spécialistes du papier — qui travaillent de très près avec nos clients ».

En fait, si la papeterie est devenue le principal débouché pour son amidon, Ogilvie a su tirer parti du pouvoir liant de ce produit pour bien d'autres applications : la production de panneaux de plâtre, l'alimentation animale (l'amidon de blé est ici utilisé comme substitut du lait pour les veaux), la pâtisserie, la charcuterie,

le textile... Ce type de produit sert aussi de plus en plus de base de fermentation ou d'excipient pour les cachets dans les industries pharmaceutiques et chimiques. Les applications sont donc très nombreuses pour qui sait transformer un amidon sans grande valeur marchande en produit de haute technologie.

Au total, Ogilvie Aquitaine achète chaque année 80 000 tonnes de blé en France et produit 6000 tonnes de gluten et 50 000 d'amidon. Pour son activité sur le marché de l'amidon de blé, elle figure désormais dans le club des grands, en Europe. « Au même titre que d'autres entreprises, belges, hollandaises ou françaises, elle a accès à tous les marchés de la CEE et compte bien en profiter, encore davantage après 1992, quand seront abolies toutes les barrières tarifaires entravant le commerce entre États membres. Ce marché de plus de 320 millions d'habitants sera bien plus difficile à pénétrer pour des entreprises étrangères qui n'auront pas d'installations matérielles ».

Mais, il y a plus. Être implanté outre-Atlantique procure de sérieux avantages pour qui veut concurrencer, sur des terrains extérieurs, les entreprises européennes. Celles-ci utilisent largement, en effet, les programmes de subventions de la CEE à l'exportation vers l'Asie ou l'Afrique. Or, toute entreprise implantée en Europe peut prétendre bénéficier de ces généreux programmes. « C'est bien ce que nous comptons faire, affirme Sixte de Sainte-Croix, pour améliorer notre position sur les marchés extérieurs à l'Europe où nous réalisons déjà 30 % de notre chiffre d'affaires ».

RELAIS D'AFFAIRES ESTRIE

AUBERGE DE JOUVENCE: Pour vos réunions d'une ou de quelques journées, nous pouvons accueillir votre groupe de 4 à 130 personnes dans un décor enchanteur qui saura rendre votre réunion des plus productives. À partir de 60 \$ p. pers. par jour, incluant l'hébergement, trois repas, pause-santé, salle de réunion, tableau de conférence. A quinze minutes de Magog, Route 220, Orford. Bonsecours JOE 1H0 — (514) 532-3134

RELAIS & CHATEAUX
LA PLUS BELLE CHAÎNE DU MONDE
378 HÔTELS ET RESTAURANTS DANS LE MONDE
DONT 6 SEULEMENT AU QUÉBEC
ESTRIE / NORTH HATLEY

AUBERGE HATLEY: Plein air et gastronomie dans un décor d'autrefois. Un relais pour les gourmets-gourmands, classé 4 fourchettes. Le charme d'une vieille demeure bourgeoise perchée sur une colline dominant le lac Massawippi. 25 chambres dont certaines avec foyer. Piscine chauffée, accès au lac Massawippi, canot, pédalo, planche à voile, golf et tennis à proximité. Forfaits de week-end à partir de 215 \$ p.p. occ. double, promenade en calèche inclus le samedi dans le forfait. (819) 842-2451

HÔTEL L'EAU À LA BOUCHE: Ste-Adèle, un bouquet pour fleurir vos vacances. Confort, calme, détente et tout le service auquel vous vous attendez. 26 chambres luxueuses. Salons aménagés pour réunions. Le restaurant vous servira une fine cuisine du marché. Classe 4 fourchettes et 5 fleurs de lys. Demandez pour nos forfaits. Tél. sans frais de Mtl: 1-800-363-2582 ou 229-2991.

MONTÉRÉGIE / SAINT-MARC-SUR-RICHELIEU

HÔSTELLERIE LES TROIS TILLEULS: À St-Marc-sur-Richelieu. Une hostellerie paisible et confortable, dans une demeure d'un autre âge, sur le bord de la rivière Richelieu et où le personnel n'a qu'un seul désir: satisfaire. Lauréat national « Mérite de la Restauration ». 5 salles de réunions disponibles. Nous avons différents forfaits à vos proposer. 584-2231.

LAURENTIDES
La Sapinière
Val-David 819-322-2020
Montréal 514-866-8262
Ext. de Mtl 800-567-6635
Toronto 416-889-7531
Fax 819-322-5510

Endroit désigné pour joindre affaires et plaisir
À 1 heure de Montréal — 70 chambres — Classifié 5 fleurs de lys — Table d'Hôte — Prestigieuse cave à vin — Sports de saison — 6 salles de conf., équip. audio-visuel complet — FORFAITS VACANCES DISPONIBLES — À proximité des grands centres de ski.
C.P. 190 VAL-DAVID (QC) CANADA J0T 2N0 AUTOROUTE DES LAURENTIDES (15 NORD) - SORTIE 76

Les Tchèques aux prises avec de nouvelles taxes

Bernard Meixner
de l'Agence France-Presse

PRAGUE — Les Tchécoslovaques suivent depuis le 1er janvier avec inquiétude la valse des étiquettes des produits alimentaires dont les hausses de 25 à 60 % dépassent parfois les prix réglementés pour les produits de base.

La libération des prix décrétée par le gouvernement de Prague dans le cadre du passage à l'économie de marché, qui a entraîné la suppression partielle ou totale des subventions, a créé une situation nouvelle, compliquée encore par l'instauration d'une taxe à la valeur ajoutée de 0, 12, 22 ou 32 % selon les articles.

D'un commerçant, d'une ville à l'autre, les prix varient et le consommateur tchéco-slovaque prudent y regarde deux fois avant d'acheter.

Ainsi, selon l'agence CTK, le prix du pain d'un kilo et demi varie de 7,50

à 10 couronnes (au lieu de 6) à Prague et atteint 11,50 couronnes à Brno (Moravie). Le quart de kilo de beurre coûte 20 couronnes à Ceske Budejovice (sud de la Bohême), 21 à Prague et 24 à Bratislava (Slovaquie), au lieu de 15.

Les consommateurs de la capitale ont retrouvé le jambon de Prague à 15,50 couronnes (au lieu de 12) et le litre de lait à des prix dépassant parfois le plafond autorisé de 6,30 couronnes (au lieu de 4).

La bouteille de bière, boisson populaire, est vendue 8,50 couronnes (au lieu de 6) à Ceske Budejovice, connue pour sa Budweis, mais le prix du demi a doublé dans les brasseries.

Dans l'ensemble, les magasins d'alimentation ont réduit leurs stocks en prévision d'une baisse de la demande mais, à part quelques exceptions, ils demeurent bien approvisionnés. Comme dans le passé, le ravitaillement de la population ne pose

pas de problème en Tchécoslovaquie et des produits importés ont fait depuis plusieurs mois leur apparition sur le marché.

La hausse des prix alimentaires s'est répercutée sur les prix des restaurants à Prague qui ont augmenté de 50 % en moyenne.

Les hausses de prix ont également touché d'autres secteurs de l'économie. Le tarif des transports urbains d'une couronne a triplé dans certaines villes et celui du métro devrait quadrupler à Prague, où le conseil municipal n'a pas encore entériné la hausse proposée. Les journaux coûtent 2,50 couronnes depuis le 1er janvier (au lieu de une) et le prix de la Skoda Favorit, voiture tchèque produite à Mlada Boleslav, a augmenté de plus de 50 % pour s'établir à 130 000 couronnes (environ 5000 dollars), soit trois ans de salaire moyen (3300 couronnes ou 1200 \$).

L'introduction le 28 décembre d'un cours unitaire de la monnaie tché-

coslovaque (basé sur un taux de change dévalué de 17 de 28 couronnes pour un dollar) n'a pas donné tous les effets escomptés. Les changeurs au noir sont plus nombreux que jamais dans les rues de Prague. Les touristes ont perdu au change — ils ne bénéficient plus d'un bonus — et les Tchécoslovaques doivent attendre le 14 janvier pour pouvoir acheter moins cher qu'auparavant des devises, mais limitées à un montant de 5000 couronnes par an (180 \$).

Les voyages dans les pays de l'Est payables désormais en devises fortes — à l'exception de la Hongrie qui a conclu un accord séparé avec Prague — deviendront également un luxe pour les Tchécoslovaques. Les prix des billets d'avion, tout en demeurant de 45 % inférieurs aux tarifs de l'IATA, ont quadruplé pour Moscou (9780 couronnes au lieu de 2420), Bucarest, Budapest et triplé pour Varsovie et Sofia.

L'ACTUALITÉ INTERNATIONALE

Les forces en présence dans le Golfe

32 pays de cinq continents participent à la force multinationale

NICOSIE (Reuter) — À neuf jours de l'expiration de l'ultimatum des Nations unies, plus d'un million d'hommes en armes se font face dans le Golfe.

L'Irak dispose au Koweït et à proximité de plus de 530 000 hommes, tandis que les effectifs de la force multinationale dépassent les 580 000 hommes.

Voici, selon les chiffres disponibles, la ventilation des forces par pays:

IRAK : Plus de 530 000 hommes au Koweït et à proximité, appuyés par 4000 chars, 2500 véhicules blindés de transport de troupes, 700 chasseurs, 250 bombardiers et 2700 pièces d'artillerie.

ÉTATS-UNIS : Plus de 335 000 militaires dans le Golfe, dont au moins 195 000 soldats de l'armée de terre, 55 000 marines, 40 000 hommes de l'armée de l'air et 35 000 marins sur plus de 50 bateaux de guerre. Le total devrait passer à 430 000 avant la fin janvier.

Trois porte-avions, le Missouri en mer d'Oman, le Saratoga en mer Rouge et le John Kennedy en Méditerranée. Trois autres porte-avions sont en route, ainsi que 20 bâtiments.

Plus de 1000 avions et plus de 1500 hélicoptères.

Plus de 1000 chars et des centaines d'autres en route.

2000 véhicules blindés de transport de troupes.

GRANDE-BRETAGNE : 34 000 hommes à la mi-janvier en comptant les renforts imminents, 170 chars Challenger, 72 avions de combat Tornado dans la région, 16 bateaux de guerre dont deux destroyers et deux frégates.

FRANCE : Environ 15 500 hommes, 12 bateaux de guerre dans le Golfe ou en mer Rouge, 40 avions dont des Mirage et des Jaguar, 120 hélicoptères anti-chars, 40 chars AMX-30.

TURQUIE : 100 000 hommes près de la frontière irakienne, 50 chars, 50 avions de combats, plus une cinquantaine d'avions américains stationnés dans le pays.

CANADA : 1700 hommes au total, avec trois navires dans le Golfe et une escadrille de F-18 à Qatar.

BELGIQUE : Deux chasseurs de mines et un bateau de soutien.

DANEMARK : Une corvette.

GRECE : Une frégate avec 200 hommes.

ITALIE : 850 hommes à bord de deux frégates et un bateau de soutien.

PAYS-BAS : Deux frégates avec 700 hommes.

NORVÈGE : Un bâtiment de garde-côtes.

ESPAGNE : Une frégate et deux corvettes.

ARABIE SAOUDITE : 38 000 soldats plus 56 000 de la garde nationale, 7200 marins et 16 500 hommes de l'armée de l'air.

550 chars, 180 avions de combat et huit frégates.

ÉGYPTE : 14 000 hommes en Arabie saoudite, plus 3000 à 5000 dans les Emirats arabes unis. Des chars sont en route, dit Le Caire.

ÉMIRATS ARABES UNIS : Armée de 40 000 soldats avec plus de 200 chars, armée de l'air de 1500 hommes avec 80 avions, marine de 1500 hommes avec 15 bateaux.

OMAN : Armée de 25 500 hommes avec des chars, 63 avions et au moins quatre bateaux équipés de missiles Exocet.

SYRIE : Dit avoir envoyé 15 000 hommes et 300 chars. Les diplomates estiment que 3000 hommes sont arrivés en Arabie saoudite et 1000 dans les Emirats.

MAROC : 5 000 soldats d'infanterie avec des véhicules légers, 3500 hommes dans les Emirats et 1500 en Arabie saoudite.

BAHREIN : Armée de 2300 hommes, armée de l'air de 450 et marine de 600.

ARGENTINE : Une frégate et une corvette en route. 100 hommes s'entraînent en vue de partir.

AUSTRALIE : Un destroyer, une frégate, un navire de ravitaillement et 600 hommes et femmes.

BANGLADESH : 2000 hommes en Arabie saoudite, 3000 autres doivent partir.

BULGARIE : A proposé l'envoi de 276 hommes.

POLOGNE : Deux navires hôpitaux font route vers le Golfe. Un hôpital de campagne s'installera en Arabie saoudite.

TCHÉCOSLOVAQUIE : Une unité anti-chimique de 200 hommes en Arabie saoudite.

HONGRIE : Considère l'envoi d'une équipe médicale.

NOUVELLE ZÉLANDE : Deux avions de transport Hercules.

NIGER : Environ 500 hommes en Arabie saoudite.

PAKISTAN : 2000 hommes en Arabie saoudite, 7000 autres promis.

SENEGAL : 500 hommes.

SIERRA LEONE : 200 hommes sur le point de gagner le Golfe.

URSS : Deux bateaux de guerre.



Un employé de la compagnie pétrolière d'État saoudienne, Aramco, a essayé son masque à gaz lors d'un exercice hier à Ras Tanura.

L'Iran demande un sommet islamique sur la crise du Golfe

TÉHÉRAN (AFP) — L'Iran a officiellement demandé hier la tenue d'un sommet extraordinaire de l'Organisation de la Conférence islamique (OCI) consacré à la recherche d'une solution pacifique à la crise du Golfe.

Dans une déclaration à l'agence IRNA, le porte-parole du ministère iranien des Affaires étrangères, M. Morteza Sarmadi, a indiqué que l'Iran a envoyé une demande écrite en ce sens à l'OCI, « vu la grave situation internationale et la crise dans le Golfe persique ».

« L'Iran a demandé une telle réunion car il est également nécessaire d'attirer l'attention sur les problèmes du monde islamique », a ajouté

M. Sarmadi sans autre précision.

Jeudi, les ministres des Affaires étrangères iranien Ali Akbar Velayati, turc Ahmet Kurcedik Altemocin et pakistanais Sahabzada Yaqub Khan avaient demandé, au terme de leur rencontre à Islamabad, une réunion extraordinaire de l'OCI pour éviter un désastre dans le Golfe.

Dans une déclaration commune, les trois ministres avaient en outre appelé l'Irak à appliquer les résolutions de l'ONU et de l'OCI, et à se retirer « inconditionnellement » du Koweït.

Ils ont demandé au secrétaire général de l'OCI, M. Hamid Algabidi, d'entreprendre tous les efforts possibles pour promouvoir un « régle-

ment pacifique » de la crise, y compris la tenue éventuelle d'une réunion extraordinaire de l'organisation islamique.

Le secrétaire général du ministère pakistanais des Affaires étrangères, M. Shaharyar Khan, n'avait pas de son côté exclu jeudi une telle réunion après la date-butoir du 15 janvier, au-delà de laquelle l'ONU a autorisé l'usage de la force contre l'Irak pour le chasser du Koweït.

Selon lui, cette rencontre pourrait se tenir « à n'importe quel niveau », y compris un sommet.

M. Velayati avait pour sa part affirmé à Islamabad que l'Iran, le Pakistan et la Turquie « essaient de persuader toutes les parties impli-

quées (dans le conflit) de parler », et mis en garde contre les « répercussions désastreuses » qu'une guerre entre les États-Unis et l'Irak aurait sur les opinions publiques des pays musulmans.

L'OCI, dont le siège est à Djeddah (ouest de l'Arabie Saoudite), regroupe 45 membres, dont l'OIP.

Le dernier sommet de l'OCI s'était tenu en janvier 1987 au Koweït, et un sommet de cette organisation qui devait avoir lieu en janvier 1991 à Dakar avait été reporté en raison de la crise du Golfe.

M. Algabidi, qui avait annoncé ce report début novembre, avait alors précisé que le sommet de l'OCI pourrait se réunir une fois que cette crise,

LES ANNONCES CLASSÉES 286-1200

INDEX DES GROUPEMENTS DES RUBRIQUES

- 100-199 Immobilier — Résidentiel
- 200-299 Immobilier — Commercial
- 300-399 Marchandises diverses
- 400-499 Offres d'emploi
- 500-599 Services
- 600-699 Véhicules automobiles
- 900-999 Avis

LES ANNONCES CLASSÉES DU DEVOIR

Du lundi au vendredi de 8h30 à 16h00

Pour placer, modifier ou annuler votre annonce, téléphonez avant 14h30 pour l'édition du lendemain.

Pour placer votre annonce par la poste: C.P. 6033, succ. Place d'Armes, Mtl, H2Y 3S6

NOUS ACCEPTONS

PAR TÉLÉPHONE

286-1200

551 Déménagement

CAMIONNETTE & CHAUFFEUR 205/h. Déménagement. Main d'oeuvre disponible. Ou Transport passagers (8) 276-7739.

DISPONIBLE tout temps. Déménagement, emballage, entreposage. Local et longue distance. Assurance complète. 253-3275.

GILLES JOUDIN TRANSPORT INC. Déménagements de tous genres. Spécialité: appareils électriques. Assurance complète. 253-4374.

559 Entretien, réparations, rénovations

CHANGEMENT D'ENTRÉES chauffage/rénovation, finition de sous-sol. Meigo Inc. 425-2371.

577 Astrologie, ésotérisme

ANALYSE PERSONNELLE Medium. Cartes et tarot. Louise. 933-9790.

591 Occasions d'affaires

A VENDRE OU A LOUER Auberge Forestville, 30 chambres, salle à manger, salle réception, prête à ouvrir. Contactez Mario ou Céline après 20h. (418) 587-6173 — (418) 587-2222.

587 Roulettes, tentes, rotatives, motorisés

MOTORIZED 1991, nouveau, privé, 32', très luxueux, payé 21 800 \$, doit vendre 11 800 \$, 518-561-6956.

695 Automobiles à vendre

MERCEDES 83, 300 SD, turbo, état impeccable, conduite par femme. 19 500 \$/jour. 382-8752, soir 484-5667.

DECES

Ernest Rouleau Dr. A Montréal le 5 janvier 1991 à l'âge de 74 ans est décédé monsieur Ernest Rouleau Dr. (Professeur retraité de l'Université de Montréal). Il laisse dans le deuil son épouse Rita Laurin, ses enfants — Jean, Michel, Claude, Claire ainsi que leurs conjoints/tes, ses petits-enfants — Karl, Marc, Léonie, Claude; son frère Paul-Émile, ses beaux-frères et belles-sœurs, neveux et nièces. Il sera exposé mardi de 14 h 00 à 17 h 00 et de 19 h 00 à 22 h 00 aux salons Alfred Dallaire inc. : 5885 rue Rouleau Montréal. Les funérailles auront lieu mercredi le 9 janvier. Le convoi funéraire partira des salons Alfred Dallaire inc. pour se rendre à Notre-Dame des Victoires, 2700 rue Lacordaire Montréal où le service sera célébré à 11 h 00, et de là il se rendra au cimetière St-François d'Assises. Parents et amis sont priés d'y assister sans autre invitation.

LES MOTS CROISÉS

1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12
1											
2											
3											
4											
5											
6											
7											
8											
9											
10											
11											
12											

Horizontalement

- 1—Diocèse. — Péniche.
- 2—Déplacement de population. — Erbium.
- 3—Chant liturgique. — Superposés des poissons salés.
- 4—Vieux oui. — Monde des fées.
- 5—Versant à l'ombre. — Frangin.
- 6—Culottes courtes. — Élément du centre (Constr.).
- 7—Manche de tennis. — Trucs.
- 8—Silencieuse. — Sélin.
- 9—Affaibli. — Allure du cheval.
- 10—Oiseau. — Bouclier.
- 11—Époque. — Rhénum. — Hideox.
- 12—Courroie. — Ce qu'on peut ramasser d'un coup de râteau.

Verticalement

- 1—Couver de saletés.
- 2—Qui peut être vue. — Métalloïde.
- 3—Rivalité. — Bagatelle.

Solution de samedi

1 FORESTIER HA
2 LUIRE INP GAL
3 OVE LATERALE
4 TRUFFIERION
5 TIRE GROIN E
6 ER CALENDES
7 M RUES MORENE
8 MOLE SAINE
9 NOME RAMEE G
10 TURE LA A PO
11 LU CALDEIRA
12 PERIL DORIS

À vous de jouer.

103 Propriétés à l'extérieur de Montréal

MONT STE-ANNE 3 1/2 couches 4 pers. foyer, 450 \$/sem. ou 100 \$/jour. tout inclus. 418-652-8711. 418-643-6600.

105 Propriétés à louer

ILE DES SOEURS Superbes condos 1400 pi ca. foyer, plusieurs niveaux, garage 1200 \$, 1500 \$, faut voir! Richard jour. 875-8864, soir. 1-565-6222.

113 Propriétés à revenus à vendre

RUE PANET et SICARD 2 x 6 log. Prix hypothécaire — petit comptant. Un imm. à rénover. Pour investisseur. 628-7270.

118 Copropriétés à vendre

LAC BROME Manor Inverness. Élegante copropriété de style loyaliste, dans rare ensemble riverain. 1 100 pi ca. plus terrasse, 2 ch., 1 s./bains, 5 appareils ménagers, foyer, grands rangements. Tous services incluant 2 piscines, manna, tennis, entraînement, club. Copropriétaires soigneux, confort, sécurité, tranquillité. A moins de 30 minutes de 6 centres de ski, golf, en développement en annexe. Loisirs quatre saisons. Libre immédiatement. Prix: 125 000 \$ Sur rendez-vous. jour. 987-3838, soir. 388-2704.

121 Condos à louer

★ SHERBROOKE ★★ Près parc Lafontaine, spacieux condo, 3 chambres à coucher, 2 s./bains, 6 électroménagers inclus, foyer, solarium, piscine, sauna, dépanneur, garage chauffé. 1250 \$, 598-8590.

122 Condos à vendre

PIERREFONDS 5 1/2, 118 900 \$ ou meilleure offre. Outre la ville, doit vendre. Belle vue sur bord de l'eau. 696-8242.

125 Chalets à louer

A BEAULAC Chalet saison ski, 3 chambres, près ski Montcalm et Pont Brand. 1-862-2194, 321-5736.

SPECIAL POUR FÊTES Cantons de l'Est, 2 chambres, meublé. Mois et saison. Prix: 670-4345.

ST-COME maison 2 chambres tout équipée, près du village, saison, 381 Rang 7, 514-833-5482.

141 Maisons de campagne à vendre

A VENDRE ou à louer maison 7 1/2 pièces, 5 chambres, avec terre 4 1/2 x 1 1/2 arpents, grange, écurie, située à St-Frédéric de Beauce, prix raisonnable. Après 18h. 1-418-426-2845, 1-418-426-2707.

160 App. et log. à louer

7204-9ÈME (ST-MICHEL) Métro & services, poêle combustion, 495 \$ 321-1563 (après 18h).

MÉTRO MT-ROYAL & LAURIER: Grand 5 1/2. Libre. 530 \$ non-chauffé. 4629 Christophe-Colomb. 526-3824.

MÉTRO ROSEMONT 5770 St-Laurent 2 1/2, 3 s., non-chauffés. Cuisine & frigo, buanderie. 250 \$-300 \$ 276-5074.

OUTREMONT (LIMITES) Cherchons sous-location ou locale pour haut de duplex, grand 6 1/2, très éclairé, 2 grandes terrasses, stationnement, rangement, près U de M. Libre février, 1350 \$ chauffé, négociable. 741-6899.

OUTREMONT 50, Willodaie, Ascenseur, chauffés, 2 s., 3 ch., 4 s. 845-7061.

167 A louer hors frontières

POMPANO BEACH Jasin Villa Motel, 30 unités, rénovées, 200 pi. de la mer, kitchenette, piscine chauffée. (305) 941-7930.

168 A vendre hors frontières

NORD MIAMI BEACH 2 condos au « Le Carter », app. 328 et 532, 2 chambres, 2 salles de bains, tout meublé, tout équipé 5 minutes de la plage. 90 000 \$ et 95 000 \$ U.S. (514)442-3647, (407)369-4095.

251 Bureaux à louer

BOISBRIAND Parc industriel, autoroute 15, espace à bureau dans un condo industriel neuf, 1050 pi ca., éclairé, chauffé, climatisé, poss. storage 800 pi ca., hauteur 20 pi. 430-1414, 437-4982.

FACE AU MÉTRO Henri-Bourassa. Petit local commercial à louer à 250 \$/mois. 492-0270, 381-8853.

259 Espaces commerciaux à louer

SHERBROOKE OUEST endroit idéal pour restaurant, 1 000 pi ca. + s./sol, 483-1588 Pina ou Sesto.

ST-URBAIN/ST-VIAEUR Local 700 pi ca. Rénové, sous-sol, 600 \$ 445-9888, 689-5369.

275 Locaux à louer

2731 EVERETT (ST-MICHEL) Près métro, 1000 pi ca., magasin ou bureau, 800\$ 321-1563 (après 18h).

5215 & 5222 DÉCARIE MAGASINS - BUREAUX PRÈS MÉTRO 300, 500, 700, 1100 pi ca. Grand stationnement privé. M. Anello. 487-1234, 682-3362.

CHOMEDY DANS CENTRE COMMERCIAL 900 pi ca. 550 \$/mois. 324-5324.

283 Commerces à vendre

ACHETONS - VENDONS COMMERCES pour l'équipement, machinerie et inventaire tout genre. 686-9391, 333-0819.

MES YEUX? MES YEUX?

J'Y VOIS...

la cécité ca regarde tout le monde

INCA L'Institut national canadien pour les aveugles

551 Déménagement

A BAS PRIX! Appelez PIERRE. Déménagement en tous genres. Estimation gratuite. 937-9491.

MES YEUX? MES YEUX?

J'Y VOIS...

la cécité ca regarde tout le monde

INCA L'Institut national canadien pour les aveugles

551 Déménagement

A BAS PRIX! Appelez PIERRE. Déménagement en tous genres. Estimation gratuite. 937-9491.

L'équipe du DEVOIR LA RÉDACTION Journalistes à l'Information générale: José Boileau, François Brousseau, Jean Chartier, Yves d'Avignon, Guy Ferland, Jean-Denis Lamoureux, Jacques Grenier (photographe), Louis-G. L'Heureux, Caroline Montpelt, Bernard Morier, Isabelle Plais, Clément Trudel, à l'Information culturelle: Angèle Dagenais, Paule DesRivières, Marie Laurier, Robert Lévesque, Nathalie Petrovski, à l'Information économique: Robert Dufrais, Jean-Pierre Legault, Serge Triffaut, Claude Turcotte, à l'Information politique: Pierre O'Neill (partis politiques), Gilles Lesage (correspondant parlementaire et idéologiste à Québec), Michel Venne (correspondant parlementaire à Québec), Chantal Hébert (correspondante parlementaire à Ottawa), Jocelyn Coulon (politique internationale), Laurent Soumis (politique municipale), aux affaires sociales: Paul Cauchon (questions sociales), Jean-Pierre Proulx (éducation), Louis-G. Francoeur (environnement), Sylvain Blanchard (relations de travail), Marie-Josée Hudon, Jean Sébastien (communis), Danielle Cantara, Thérèse Champagne, Monique Isabelle (clavistes), Denise Babin (secrétaire à la rédaction), Suzanne Marchand (adjointe à la direction), Christine Ouellet (secrétaire à la direction), LA DOCUMENTATION Gilles Paré (directeur), Manon Scott, Sylvie Scott, Serge Laplante (Québec), Rachel Rochefort (Ottawa), LA PUBLICITÉ Michèle Aïe (Gilles), Jacqueline Avril, Christiane Benjamin, Car-

roline Bourgeois, Francine Gingras, Johanne Guibau, Lucie Lacroix, Christiane Legault, Lise Major (publicitaires), Marie-France Turgeon, Micheline Turgeon (maquettistes), Caroline DeHamel (graphiste), Johanne Brunel (secrétaire), L'ADMINISTRATION Nicole Carmel (coordonnatrice des services comptables), Jeanne Carmel, Florine Cormier, Céline Furoy, Jean-Louis Huot, Jean-Guy Lacas, Rachel Leclerc-Venne, Raymond Matte, Nathalie Perrier, Danielle Ponton, Danielle Ross, Isabelle Baril, Linda Thériault (secrétaire à l'administration), LE TIRAGE Monique L'Heureux, Lise Lachapelle, LES ANNONCES CLASSÉES Patrick Koczan (coordonnatrice), Marie-Hélène Allaire, Manon Blanchette, Sylvie Laporte, Pierrette Rousseau, Christiane Vaillanti.

Messageries Dynamiques, division du Groupe Quebecor Inc., située au 775, boul. Lebeau, St-Laurent. Courrier de deuxième classe: enregistrement numéro 0858. Dépôt légal: Bibliothèque nationale du Québec, 614 844-3361. Abonnements: (514) 844-5738. LE DEVOIR (USPS) 003708 is published daily by L'Imprimerie Populaire, Limitée, 211 rue St-Sacrement, Montréal, Québec H2Y 1X1. Subscription rate per year is \$ 439.00 USD. Second Class Postage paid at Champlain, N. Y. POSTMASTER: send address changes to: Insa, P.O. Box 1518, Champlain, N.Y. 12919-1518.

L'ACTUALITE INTERNATIONALE

Les combats empêchent des étrangers de quitter la Somalie

NAIROBI (AFP) — Une opération d'évacuation des étrangers de Somalie a échoué hier, après le départ réussi la veille d'environ 500 personnes de Mogadiscio, secouée depuis une semaine par de violents combats entre l'armée du président Siad Barre et les rebelles du Congrès de la Somalie unifiée (USC).

Deux avions cargos Hercules C-130 italiens volant sous les couleurs du Comité international de la Croix rouge (CICR) ont quitté hier après-midi le port kényan de Mombasa pour Mogadiscio, mais ont dû rebrousser chemin alors qu'ils se trouvaient à une demi-heure de la capitale somalienne, a indiqué le CICR de Genève.

La situation n'était pas assez sûre, les combats à Mogadiscio empêchant les neuf délégués du CICR de rejoindre l'aéroport, a-t-on précisé.

A Rome, le ministère italien des Affaires étrangères a indiqué que l'évacuation des étrangers restants serait à nouveau tentée aujourd'hui. Si la voie aérienne s'avérait toujours trop dangereuse, l'évacuation pourrait être tentée par mer.

L'aéroport est tenu par les forces régulières, alors que plusieurs quartiers du centre et du nord de la ville sont aux mains des forces rebelles.

Les deux Hercules C-130 avaient évacué samedi environ 200 étrangers, de différentes nationalités, pour la plupart des ressortissants italiens. Deux autres opérations d'évacuation ont eu lieu parallèlement samedi, l'une menée par les États-Unis, l'autre par la France.

Les États-Unis ont évacué 261 personnes, dont leurs ressortissants et les diplomates soviétiques en poste à Mogadiscio, selon le département d'État.

L'opération a été effectuée par des hélicoptères, qui ont fait des navettes entre deux navires amphibies, le Guam et le Trenton, et l'ambassade américaine, gigantesque complexe de béton situé non loin du centre ville.

Parmi les étrangers figurent 39 Soviétiques, dont l'ambassadeur, des Français, Allemands, Britanniques, Ghanéens, Indiens, Kényans, Koweïtiens, Portugais, Néerlandais, Norvégiens, Omanais, Qataristes, Philippins, Sri-Lankais, Soudanais et Tanzaniens.

Les deux navires, avec tous les réfugiés à bord, faisaient route hier vers la région du Golfe d'où ils étaient partis, selon un diplomate américain à Nairobi.

La France a quant à elle évacué

une dizaine de Français et six Djiboutiens, par chaloupe, jusqu'à la frégate La Motte-Piquet, qui se dirigeait hier vers Djibouti. Le navire-atelier Jules Verne, envoyé sur place de Djibouti, reste pour le moment en attente dans la zone, selon une source diplomatique française.

Les évacués ont décrit Mogadiscio comme un enfer, livrée aux combats des forces régulières et des rebelles, et aux agissements de bandes armées sans motivation politique. Mogadiscio est « une ville déserte, gouvernée par les armes », a ainsi déclaré un coopérant italien à son arrivée à Mombasa.

Aucun bilan des affrontements n'a pu être obtenu, dans une ville qui comptait 400 000 habitants il y a dix ans, et plus de deux millions actuellement, en raison de l'afflux de déplacés par la guerre civile.

Nombre des personnes évacuées se trouvaient disséminées dans différents quartiers de la ville, qui passent alternativement sous le contrôle de l'une ou l'autre partie.

La Somalie regorge d'armes, tenues par des rebelles de différentes obédiences, des milices régionales et des bandits de droit commun, depuis la guerre de l'Ogaden en 1977-78 avec l'Éthiopie. Ainsi, sur les formulaires

d'entrée en Somalie, le visiteur doit répondre aux questions suivantes : Armes introduites ? Quel type ? Quel calibre ?

Les affrontements dans la capitale ont provoqué des mouvements de panique dans la population somalienne, qui fui les combats, vers le sud de la capitale, et à l'étranger.

Plusieurs centaines de Somaliens sont ainsi massés à la frontière kényane, à Mandera, dans l'espoir de se réfugier dans ce pays, a annoncé le pilote d'une compagnie aérienne privée. Des officiers de l'armée de l'air somalienne et leurs familles, soit plus de 30 personnes, ont atterri samedi à Nairobi, en détournant un Antonov 26.

La rumeur a circulé chez les représentants des rebelles de l'USC à Londres, que le président Barre, qui serait âgé de 77 ans, se trouvait à bord de l'avion. Les autorités kényanes ont apporté un démenti à cette rumeur.

À Nairobi, les 27 membres de l'équipe nationale somalienne de basket ball refusent depuis mardi de regagner leur pays, du fait de l'insécurité qui y règne. Le gouvernement kényan a jusqu'à présent refusé de leur accorder asile.

LE MONDE EN BREF

Crise financière

LONDRES (AFP) — Le seul quotidien communiste de Grande-Bretagne, le *Morning Star*, va devoir supprimer des emplois et prendre des mesures drastiques pour sauvegarder son existence après la décision soviétique de ne plus renouveler son abonnement quotidien de 6000 exemplaires. Un communiqué de la société responsable de l'impression du journal, organe de huit pages du Nouveau parti communiste (NCP), indique que la décision soviétique, prise la semaine dernière, supprime par an quelque 400 000 livres (800 000 \$) de revenus au journal, ramenant son tirage quotidien à 8500 exemplaires. La société a décidé d'investir 50 000 livres dans des nouvelles technologies qui permettront d'épargner 200 000 livres chaque année et va augmenter, pour la première fois depuis sept ans, le prix de vente du numéro, actuellement de 30 pence, d'une dizaine de pence. L'année dernière, 25 emplois avaient déjà été supprimés après une décision soviétique de réduire ses achats de 12 000 à 6 000 exemplaires chaque jour. La décision finale sur des réductions d'emplois sera prise demain. Le Nouveau parti communiste, qui regroupe quelques centaines de membres, est une faction dissidente du Parti communiste de Grande-Bretagne, qui regroupe lui-même quelque 7500 membres.

Fin de grève en Roumanie

BUCAREST (AFP) — Les étudiants roumains ont annoncé hier qu'ils cessaient leur grève entamée le 10 décembre dernier, mais continuent à exiger la démission du gouvernement et du président Ion Iliescu. La grève, lancée à l'appel de la Convention nationale des étudiants, a été suivie partiellement dans tous les grands centres universitaires du pays. Dans un communiqué publié par l'agence officielle Rompres, la Ligue des étudiants a par ailleurs lancé aux ouvriers et aux syndicats un appel au dialogue et affirmé que le seul but de son action était « le bien de la nation ». Le président Iliescu avait accusé les étudiants grévistes d'être manipulés par ceux qui veulent « tenter un coup d'État » et faire de décembre un « mois de confrontations politiques ». Selon des sources syndicales à Timisoara (ouest) 13 entreprises de la ville sont en grève générale depuis le 16 décembre tandis que 26 autres observent une grève partielle pour appuyer les demandes des étudiants.

Vague de froid en Afghanistan

QUETTA (Reuter) — Une vague de froid a fait au moins 64 morts dans l'est de l'Afghanistan ces derniers jours, ont déclaré hier au Pakistan des rebelles afghans. Les victimes sont mortes dans le village d'Arghan, près de la ville de Ghazni, ont ajouté les rebelles. On avait déjà rapporté de source afghane et pakistanaise cette semaine qu'au moins 80 autres Afghans étaient morts de froid dans le sud de l'Afghanistan et dans des camps de réfugiés de la province du Balouchistan dans le sud-ouest du Pakistan, dont Quetta est la capitale. La vague de froid a donc fait au moins 144 morts au total. Les régions de l'ouest et du nord du Pakistan connaissent également une vague de froid depuis une semaine environ, et d'importantes chutes de neige se sont produites dans les montagnes.

Troubles au Pendjab : 23 morts

NEW DELHI (AFP) — Vingt-trois personnes, parmi lesquelles un policier, ont été tuées dans la nuit de samedi à hier au Pendjab, portant le bilan des violences liées au séparatisme sikh dans cet État du nord-ouest de l'Inde à 67 morts depuis le début de l'année, ont rapporté hier les médias indiens. Les forces de sécurité fédérales ont tué six militants sikhs dans le village de Morinda (district de Ropar) samedi soir au cours d'une fusillade, a indiqué la télévision. Un chauffeur de camion, dont le véhicule avait été pris d'assaut par les séparatistes, est mort dans l'échange de tirs, a-t-elle précisé. La police a abattu un autre militant sikh au Pendjab. Les corps criblés de balles de deux militants sikhs ont été retrouvés dans la ville de Sahnewal, a rapporté l'agence indienne PTI (Press Trust of India), selon laquelle ils ont été tués par des séparatistes rivaux. Un militant sikh, qui avait avalé du poison après sa capture, est mort dans le district d'Amritsar, a indiqué PTI. Deux autres ont trouvé la mort dans des violences ailleurs dans l'État. Des militants sikhs ont tué samedi un officier de police — un Sikh — et une jeune femme dans le village de Dalla, a ajouté l'agence indienne.

Raids israéliens au Sud-Liban

SAIDA (Reuter) — L'OLP a dénoncé deux raids effectués hier par l'aviation israélienne au Sud du Liban, dans la région de Saïda, et précise qu'ils ont fait des morts et des blessés parmi la population. Le premier raid a eu lieu contre des objectifs civils dans la région d'Essalhia et Kafr-Jedda, à l'Est de la ville de Saïda, faisant des morts et plusieurs blessés, ainsi que d'importants dégâts matériels, a déclaré un porte-parole du commandement des forces de la révolution palestinienne cité par l'agence Wafa. Le second raid a eu lieu dans la zone de Majdalioune, précise un communiqué.

Cessez-le-feu avec les Touaregs

BAMAKO (AFP) — La Radio-télévision malienne a annoncé hier la signature d'un accord de paix et la conclusion d'un cessez-le-feu immédiat dans le conflit qui oppose une partie de la communauté touareg entrée en dissidence et les autorités maliennes. Ors de son bulletin d'information, la RTM a indiqué que l'accord signé hier à Tamanrasset (Algérie) mettait fin immédiatement aux hostilités dans les 6e et 7e régions du Mali, au nord-est du pays, non loin de la frontière algérienne. Les hostilités, commencées il y a environ six mois, avaient, selon de bonnes sources, causé la disparition d'environ un millier de personnes, civiles et militaires, principalement dans la région de l'Adrar des Iforas. Selon les mêmes sources, cette région était contrôlée ces derniers mois par les rebelles. Le mouvement de rébellion des touaregs maliens s'était manifesté en juin dernier, lors de l'attaque de la ville de Menaka (est du Mali), ne précédant crise, pendant les années 60, opposant les touaregs à l'autorité centrale malienne (le pays était alors dirigé par le président Modibo Keita) avait causé la mort de plusieurs milliers de personnes. Le problème touareg avait également créé au début des années 1980 une grave crise au Niger. L'organisation Amnesty International a dénoncé à plusieurs reprises la répression dont étaient victimes, selon l'organisation, les membres de l'ethnie touareg au Mali cette année.

Avec l'alcool, il y a parfois ...un hic.



La Maison Jean Lapointe peut vous aider. Appelez. (514) 288-2611

Bielecki s'inclinera devant Walesa

VARSOVIE (Reuter) — Le nouveau premier ministre polonais, Jan Krzysztof Bielecki, s'est fixé d'ambitieux objectifs économiques, mais c'est Lech Walesa qui détient les renes du pouvoir.

« Cet économiste libéral de 39 ans, qui a formé samedi son gouvernement, s'est engagé à accélérer le passage à l'économie de marché, à privatiser rapidement les entreprises et à créer à court terme un marché des valeurs en Pologne.

« Nous voulons libérer les énergies et la libre entreprise », a-t-il dit lors de son premier discours de politique générale devant le Parlement.

« Les changements n'ont pas jusqu'à maintenant donné tous leurs résultats, a-t-il dit. La tâche du nouveau gouvernement est de réveiller les ambitions individuelles et les aspirations du pays en donnant une nouvelle dynamique aux réformes ».

Investi vendredi par la Diète, Jan Krzysztof Bielecki ne disposera toutefois de peu de temps pour atteindre ses objectifs.

Le renouvellement du Parlement, dominé aux deux-tiers par les communistes, devrait intervenir au début du printemps prochain. Le rôle du premier ministre risque donc de se limiter à assurer la transition jusqu'aux élections législatives.

Certains observateurs soulignent par ailleurs que son action dépendra pour beaucoup de la marge de manœuvre que lui accordera Lech Walesa.

« Nous devons savoir clairement qui prend véritablement les décisions. Le danger est qu'elles soient prises de l'autre côté de la rue », a déclaré un député de Solidarité, Ryszard Bugaj.

Face au siège du Conseil des ministres, qui abrite les bureaux du premier ministre, se dresse le palais du Belvédère, où réside Lech Walesa depuis son accession à la présidence.

Ces inquiétudes se fondent sur la décision de Lech Walesa de former un Conseil présidentiel, qui selon ses opposants, pourrait doubler l'action du gouvernement et du Parlement.

Le président a démenti vouloir former un super-gouvernement, mais un de ses proches avait ouvertement déclaré la semaine dernière que le centre de décision s'était déplacé vers le Belvédère.

La tâche du premier ministre risque d'être d'autant plus ardue qu'il devra réussir à faire accepter aux Polonais la poursuite de la politique d'austérité de Tadeusz Mazowiecki, bien qu'il ait été clairement désavoué au premier tour des élections présidentielles en recueillant à peine 18 % des suffrages.

En dépit de la montée du chômage et de la récession, le chef du gouvernement a confirmé à son poste le ministre des Finances sortant, Leszek Balcerowicz, artisan de la politique de réforme du précédent gouvernement.



Les Albanais fuient vers la Grèce

Des réfugiés albanais ont célébré une messe hier dans la ville de Filipiada, en Grèce. Cinquante-trois Albanais ont franchi dans la nuit de samedi à hier la frontière gréco-albanaise et demandé l'asile politique aux autorités helléniques. Selon des témoignages de réfugiés qui n'ont pas été confirmés par les autorités régionales, des gardes-frontière albanais ont ouvert à plusieurs reprises le feu blessant deux réfugiés dont l'un, blessé au bras, serait parvenu sur le territoire grec. Depuis dimanche dernier, 4843 personnes ont franchi la frontière.

La Chine impose des peines de prison aux intellectuels du Printemps de Pékin

PÉKIN (AFP) — Alors que le monde entier a les yeux braqués sur le Golfe, le temps des procès d'intellectuels chinois dissidents, arrêtés après l'écrasement du Printemps de Pékin, a commencé, mais le pouvoir communiste, soucieux de redorer son blason, semble vouloir faire preuve d'une relative modération dans ses verdicts.

Les autorités chinoises ont choisi d'annoncer samedi — à quelques jours d'un possible embrasement de la région du Golfe — les premières condamnations de plusieurs dirigeants étudiants, à l'origine de la plus formidable vague de manifestations pro-démocratiques qu'ait connue, d'avril à juin 1989, la Chine communiste depuis sa fondation en 1949.

Quatre d'entre eux — passibles de la peine de mort pour tentative de renversement du système socialiste — ont été condamnés, selon l'agence Chine Nouvelle, à des peines de deux à quatre ans de prison par un tribunal civil de Pékin. Il s'agit de Wang Youcai (4 ans), Zhang Ming et Ma Shaofang (3 ans) et Zheng Xuguang (2 ans).

Trois autres ne figurant pas sur la liste des 21 étudiants les plus recherchés, diffusée en juin 1989, ont été condamnés à des peines de deux et

trois ans, et deux « repentis » ont été acquittés.

Les dates de ces procès — inséparables secrètement depuis plusieurs mois — n'ont pas été indiquées et aucun observateur international n'y a été admis, en dépit d'appels répétés dans ce sens.

« Ces verdicts peuvent être qualifiés de relativement cléments » pour des jeunes, accusés notamment de sédition, d'incitation à la subversion, de rébellion et d'attaques contre les forces armées, a estimé un diplomate occidental à Pékin.

Toutefois, en annonçant ces verdicts la veille d'un dimanche, le pouvoir a tenu à ne leur accorder qu'une publicité minimum : la presse dominicale s'est bornée à reproduire la dépêche diffusée la veille par Chine Nouvelle sans aucun commentaire. Quant au journal télévisé, très regardé des 600 millions de téléspectateurs chinois, il n'en a pas soufflé mot samedi soir.

Pour un pouvoir toujours fragile, aux prises avec d'énormes difficultés économiques et des luttes de clans aux plus hauts échelons de l'État, « il s'agit de tenter de faire oublier Tian Anmen », a estimé un diplomate occidental.

Membre permanent du Conseil de sécurité de l'ONU, la Chine — qui n'a jusqu'à présent opposé aucun veto à

une possible intervention militaire dans le Golfe — entend aussi poursuivre le rétablissement de ses relations avec l'Occident qui a levé récemment la plupart de ses sanctions politiques et économiques.

Ces premiers verdicts, relèvent toutefois diplomates et analystes, ne concernent pas encore les activistes dissidents de tout premier plan.

Les autorités ont estimé l'an dernier qu'elles avaient fait preuve de clémence en libérant un petit millier de « repentis ».

Officiellement, plus de 300 personnes sont encore sous les barreaux en attendant leur procès. Mais, en dépit des difficultés à obtenir des chiffres précis, les organisations internationales de défense des droits de l'homme évaluent en fait à plus d'un millier celles qui attendent d'être jugées.

C'est le cas notamment de la figure de proue du mouvement étudiant, numéro un sur la liste des 21 : Wang Dan, 25 ans, étudiant en histoire à Pékin, emprisonné depuis le 6 juillet 1989.

« Avec cinq ou six autres et dans le cadre d'une relative clémence, il devrait écopier d'une dizaine d'années de prison », estime-t-on de sources diplomatiques et de celles proches de la dissidence.

La guérilla propose la création d'une commission d'enquête sur la mort de trois Américains au Salvador

SAN SALVADOR (AFP) — La guérilla salvadorienne a proposé hier qu'une commission internationale soit chargée d'enquêter sur la mort de trois militaires américains, décedés le 2 janvier après que leur hélicoptère eut été abattu par des guérilleros dans l'est du Salvador.

Les États-Unis affirment que deux de ces militaires étaient encore vivants après la chute de l'hélicoptère

et ont été assassinés par la suite par des guérilleros du Front Farabundo Martí de libération nationale (FMLN). Le FMLN dément cette accusation et affirme que ces deux militaires américains ont succombé à des blessures reçues lorsque les guérilleros ont tiré sur l'appareil.

Dans un communiqué publié hier, le FMLN a de nouveau rejeté les accusations des États-Unis, fondées

sur le rapport d'autopsie d'une commission d'experts américains, et a proposé qu'une commission médico-légale de caractère international soit chargée d'enquêter sur cette affaire.

L'Église catholique salvadorienne a procédé sur place à une enquête indépendante dont les résultats « font présumer que deux occupants de l'hélicoptère américain abattu ont

été assassinés », a déclaré hier l'archevêque de San Salvador, Mgr Arturo Rivera y Damas.

L'archevêque a estimé qu'il s'agissait « clairement d'une violation du droit humanitaire international » et s'est déclaré préoccupé par les conséquences que l'incident pourrait avoir sur les pourparlers entre le gouvernement et la guérilla.

CULTURE ET SOCIÉTÉ

Montréal, lundi 7 janvier 1991

Vittorio Gassman, un monstre sacré qui a conservé sa capacité d'étonnement

Odile Tremblay

« MA PROFESSION, c'est le théâtre, quelque chose que, grâce à Dieu, on ne peut rationaliser complètement, devant laquelle je garde un étonnement, dont j'entretiens le mystère ». À près de 70 ans, Vittorio Gassman, monstre sacré s'il en fut du cinéma et de la scène italienne, aurait-il conservé la disponibilité de l'enfance ? Dans un français impeccable, il l'affirme du moins à la horde de journalistes massés au consulat italien où, en verve, tiré à quatre épingles et droit comme un « I », le comédien se déploie en conférence de presse.

Drapé dans une célébrité qu'il avoue vivre sur le mode ludique (« Ceux qui crachent sur le succès me font un peu peur », dira-t-il), il vient nous présenter son régal « Paroles », à l'affiche au théâtre Maisonneuve un seul et unique soir : demain. Mais la fugitive apparition du grand interprète constitue un des sommets de l'événement *Italie au Canada* qui bat son plein à Montréal.

Il y a le Gassman des cinéphiles, tantôt sombre et tragique, tantôt pince-sans-rire à l'humour caustique.

Celui dont la présence dominait « la famille » d'Ettore Scola, celui qui jouait magistralement les cabotins dans *La carrière d'une femme de chambre* de Dino Risì, celui qu'ont dirigé de Sica, Resnais, Altman, Monicelli, tant d'autres (et à qui la Cinématèque consacre une rétrospective ces jours-ci). Mais il fut et demeure un homme de scène arrimé aux planches tout autant sinon plus qu'à la pellicule, sautant d'un art à l'autre « par goût du changement », puis effectuant un crochet du côté de la télévision, un média à ses yeux très intéressant « mais hélas transformé en école d'imbécillité ».

Au théâtre, sa carrière débutait en 1943 sur les bancs de l'Académie nationale d'Art dramatique de Rome. Il a d'abord fait sa marque dans le répertoire classique incarnant les Hamlet, les Othello, interprétant à côté de Shakespeare, Ibsen, Dumas, les auteurs grecs. Même si au cours des années 60, Vittorio Gassman dirigea quelques temps sa propre troupe — le théâtre populaire italien —, il est demeuré avant tout un *loneer* qui depuis une vingtaine d'années trimballe en tournée des spectacles

solo ou presque (avec un ou deux comédiens) qu'il transforme et remanie d'une fois à l'autre. « Je suis un *free lance* », se définit-il.

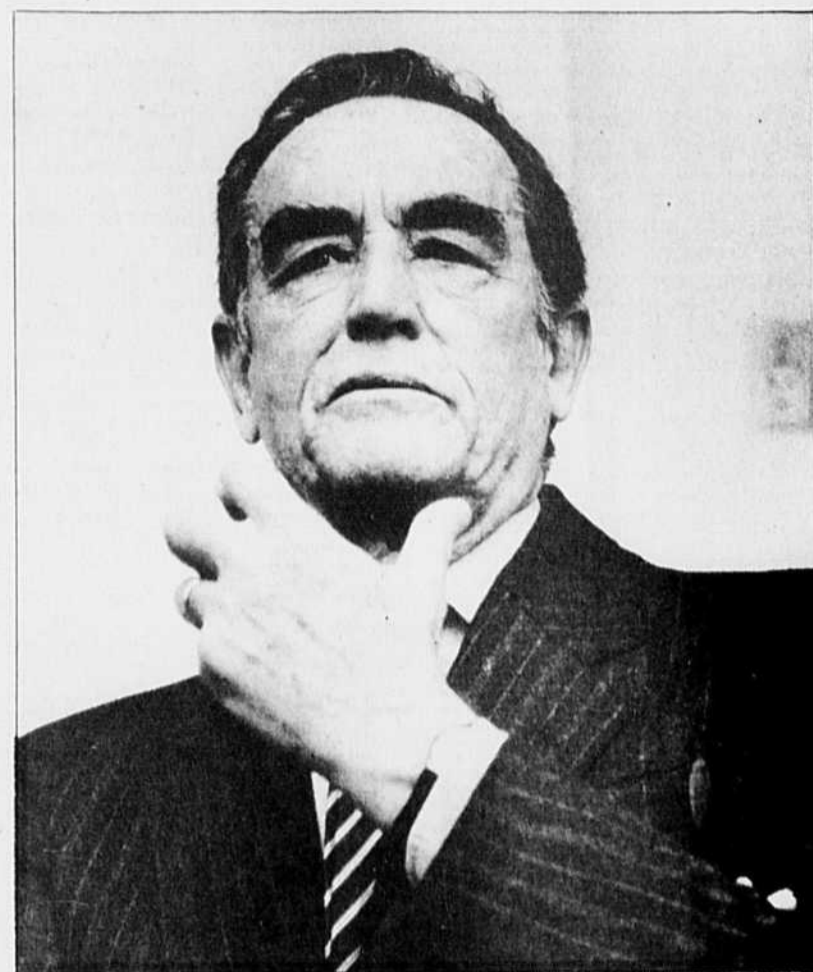
« Paroles » est un florilège de morceaux choisis, « un hommage à la langue » : dialogues, monologues, poésies, tirés de pièces. Les textes de Boris Vian y côtoient ceux de Pablo Neruda, de Kafka, de Dante, de Dumas et de Feringhetti, sans oublier *Neruda*, un auteur né à Padoue au XVIIe siècle qui écrit en dialecte les tribulations d'un pauvre soldat de retour au pays. « Le sens de mon spectacle, c'est le manque de sens », plaisante Vittorio Gassman, précisant avoir voulu donner à travers cette polyphonie un aperçu de la diversité de son expérience théâtrale. Dans *Une relation académique*, conte de Franz Kafka, un singe devient homme, « ce qui a quelque chose à voir avec la destinée de l'acteur », estime-t-il.

Vittorio Gassman se décrit lui-même comme « un singe très ambitieux », habituellement gai, « enfant, comme tous les artistes », qui combat les moments sombres de sa vie par la création. Il y a huit ans, en pleine période de dépression, il pre-

nait la plume pour écrire ses mémoires, a composé depuis deux autres livres à caractère autobiographique, lesquels à son avis ont contribué à le guérir.

Acteur, homme de scène, écrivain, Gassman est également professeur. Il a fondé à Florence la désormais célèbre « Boutique du théâtre », une école où tout dernièrement, avant de subir des problèmes de santé, il enseignait toujours. « Sans méthode aucune, précise-t-il en riant. Là-bas, c'est le bordel ouvert. Aux nouveaux élèves, j'ai toujours dit : vous êtes fous. Allez-vous en. Le talent on ne peut l'enseigner, si vous l'avez, partez. » Le rapport professeur / élève lui apparaît inquiétant, plein de pièges, mais fécond au bout du compte, lourd de découvertes.

Des projets ? Pour 92, un spectacle qui se déroulera dans le port de Gènes (sa ville natale). D'ici là l'éternelle alternance, théâtre / cinéma, et des tournées toujours (l'Amérique du Nord le tente). Un rêve : refaire du théâtre classique, interpréter Sophocle notamment, remonter aux sources. « À mon âge on ne lit plus, on reit », conclut-il.



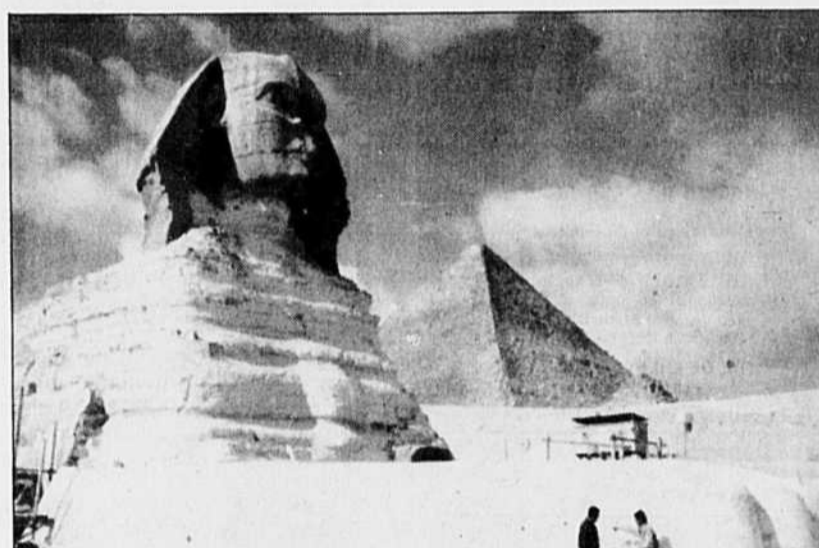
Vittorio Gassman

PHOTO JACQUES GRENIER

Une exposition pour aveugles

PARIS (AP) — Le Palais de l'Unesco accueille pendant la première quinzaine de janvier une exposition d'art graphique tactile « à l'intention des aveugles. Ceux-ci peuvent toucher des peintures imprimées sur un papier spécial « thermo-gonflable », les œuvres apparaissant ainsi en relief.

Cette exposition, qui a déjà été présentée en Belgique, a été créée par un physicien et une psychologue, Franck et Michèle Deconinck. De nombreux artistes belges y participent.



Des experts examinent la patte gauche du Sphinx, près de la pyramide de Kheops. Une forme recouvre une partie du Sphinx depuis un an dans le cadre du plus vaste projet de restauration de l'histoire de la statue vieille de 4600 ans.

Converti, Salman Rushdie invoque l'islam

LONDRES (Reuter) — Le romancier britannique Salman Rushdie, qui vit en un lieu secret depuis que les dignitaires musulmans iraniens l'ont condamné à mort, a déclaré que les musulmans commettraient un crime aux yeux de Dieu s'ils tentaient de l'assassiner.

« Quiconque tentera de s'en prendre à moi devrait savoir qu'après m'être converti à l'islam, la situation change et il devra comprendre qu'en tant que musulman, perpétrer un acte de violence contre un autre musulman est un crime aux yeux de Dieu », a dit l'écrivain, qui s'est récemment converti à l'islam.

« Lorsqu'un musulman assassine un autre musulman, ce n'est pas un acte religieux, c'est un meurtre. Ce n'est pas mon âme immortelle qui

serait en danger, c'est la sienne », a-t-il dit à des radios londoniennes.

Il a tenu ces propos au moment où 500 étudiants iraniens manifestaient devant l'ambassade de Grande-Bretagne à Téhéran contre son roman *Les versets sataniques*, à l'origine de sa condamnation à mort car selon feu l'ayatollah Khomeini, il blasphème le prophète Mahomet. Ils ont

d'autre part exigé la libération d'un étudiant iranien détenu en Grande-Bretagne depuis décembre 1989.

L'écrivain a insisté sur le fait qu'il ne ferait pas retirer son livre des librairies, estimant qu'il avait déjà fait beaucoup en empêchant sa parution en édition de poche et en s'opposant à toute nouvelle traduction.

Au bout de chaque cigarette
Un seul filtre: vos poumons



Mark Morris quittera bientôt le Théâtre Royal de Bruxelles

BRUXELLES (AP) — La carrière tumultueuse du chorégraphe américain Mark Morris à la tête du Théâtre Royal de la Monnaie de Bruxelles est sur le point de prendre fin, a annoncé le directeur général de la compagnie Mark Morris.

« On lui a proposé de prolonger son contrat, mais il a choisi de ne pas le faire », a déclaré M. Barry Alterman. À la fin de cette saison, Mark Morris, 34 ans, devrait retourner à New York, après trois années de combat contre « l'establishment » artistique local, qui n'appréciait que très peu le style très libre du chorégraphe.

« Mark Morris, rentre chez toi », traitait encore le quotidien bruxellois *Le Soir* voilà un an. Il est vrai que

Mark Morris était considéré en Belgique comme un provocateur, surtout après avoir déclaré que le travail de son prédécesseur, le très apprécié Maurice Béjart, était « de la merde ».



APPELLEZ TÉLÉTRON : (514) 288-2525

Plus que dix jours.



Les Misérables

LA PLUS POPULAIRE DES COMÉDIES MUSICALES

DÈS LE 17 JANVIER !

BILLETS DISPONIBLES POUR LES PREMIÈRES REPRÉSENTATIONS :

En français: 17, 19, 20, 23, 26 (mat.) et 27 janvier ainsi que les dimanches soirs
En anglais: 19 (mat.), 22, 25 et 28 janvier

BILLETS MAINTENANT EN VENTE POUR TOUTES LES REPRÉSENTATIONS PRÉVUES JUSQU'AU 14 AVRIL

En vente au guichet du Théâtre ainsi qu'aux comptoirs Ticketron

THÉÂTRE SAINT-DENIS



Comme tous les enfants de 12 ans, Julie prenait grand soin de ce qu'elle aimait.
Elle n'aurait jamais cru qu'un jour elle aurait aussi à prendre soin de son père.

La RCR: Une vie entre vos mains.

Pour tout renseignement, communiquez avec la Croix-Rouge, l'Ambulance Saint-Jean, la Fondation des maladies du coeur, ou votre médecin de famille.

La Fondation ACT

ÉDITORIAL

Au dernier mille, des fissures

La psychose du 15 janvier a beau habiter toutes les discussions sur la crise du Golfe, la guerre n'éclatera pas dans huit jours, nonobstant la célèbre résolution du Conseil de Sécurité des Nations unies qui autorise l'usage de la force contre l'Irak si les troupes du président Saddam Hussein n'ont pas quitté le Koweït d'ici mardi prochain. Enfouie sous la rhétorique de guerre du dernier discours du président George Bush à la nation américaine, vendredi, une périphrase garantissait la retenue : « Cette échéance en est une pour Saddam Hussein qui doit se conformer à la résolution des Nations unies, mais ce n'en est pas une pour nos propres forces armées. N'empêche que les délais expirent. »

Nul, autant que le président américain, ne sait en effet comme le temps fuit qui lui permettrait de trouver une voie hors de l'impasse. Car chaque jour, désormais, apporte son lot de fissures dans le soutien dont sa stratégie jouissait jusqu'à tout récemment. Si le monde entier a accueilli avec soulagement la nouvelle d'une rencontre, jeudi prochain à Genève, entre le Secrétaire d'État James Baker et le ministre irakien des Affaires étrangères Tarek Aziz, peu d'alliés semblent convaincus qu'il s'agisse là du « dernier mille » auquel les États-Unis peuvent consentir avant d'entrer en guerre, comme le prétend le président. Et si le Moyen-Orient s'embrace, les Américains pourraient bien ne jamais oublier, en comptant leurs victimes, la mesure congrue de ce dernier mille.

En Europe comme au Canada, au lendemain de l'invasion du Koweït par l'Irak, le devoir des nations était limpide : il fallait non seulement condamner cet acte de banditisme mais se donner les moyens de le réprimer. Certes, il était angélique de croire que la belle unanimité du mois d'août n'était que chevalerie collective à la défense d'un petit État spolié. L'intérêt économique et politique de tous, y compris des pays arabes voisins, exigeait cette riposte. Mais dans la partie d'échecs qui s'est engagée par la suite, les divergences stratégiques étaient inévitables. Premiers au front, engagés massivement sur le terrain militaire, les États-Unis ont développé une psychose de guerre où se mêlent à la fois le juste sens de leur mission internationale, et un vieux fond de machisme qui tend au règlement de compte idéologique, Hussein ayant succédé à Khomeini dans l'horreur populaire. Avec le cynisme commun aux puissances moyennes, les Européens ont profité du dépeuplement américain, s'y sont joints suffisamment pour marquer leur camp, mais cherchent maintenant à éviter la casse. Les avantages d'une victoire, pour eux, ne valent pas les dégâts importants qui s'annoncent.

La semaine qui vient de se terminer aura été particulièrement éprouvante pour Washington. De solide, au sein de la Communauté économique européenne, ils n'auront trouvé vraiment

que la Grande-Bretagne pour s'opposer à la tentation d'une « diplomatie séparée » de celle des États-Unis. Si la nouvelle de la rencontre Aziz-Baker n'avait calmé les esprits, la réunion des ministres des Affaires étrangères des pays de la CEE aurait peut-être émis un communiqué encore plus audacieux que celui de vendredi qui exigeait le retrait total des forces irakiennes du Koweït, mais qui promettait en retour un engagement actif à travailler à « la sécurité, à la stabilité et au développement » au Moyen-Orient. Façon à peine déguisée d'ouvrir la voie à une conférence internationale sur la question palestinienne, réclamation centrale de Saddam Hussein.

L'ordre qu'on veut rétablir en boutant Hussein hors du Koweït ne sera plus le même

La France a inspiré la déclaration des ministres européens et le président François Mitterrand, avec l'appui transparent d'une Allemagne à peine moins déserte, n'a pas vu de honte à souhaiter des négociations où l'Irak gagnerait quelques assurances. Son « envoyé » informel à Bagdad, M. Michel Vauzelle, l'aura sans doute dit de vive voix à Saddam Hussein. Le chef de l'État français, dont la politique arabe a des raisons que Washington ne prise guère, réclame aussi une nouvelle réunion du Conseil de Sécurité des Nations unies avant toute action de guerre.

M. Bush a pu faire semblant de ne pas l'entendre, mais la même proposition est venue peu après du secrétaire général des Nations unies, M. Perez de Cuellar, et elle devient dès lors plus audible. Heureux de brandir l'appui de la communauté des nations dans son ultimatum à Hussein, le président ne peut décemment rétrécir le périmètre, et oublier les réserves de ses alliés, au moment le plus crucial.

Tout cela sans compter les états d'âme de nos voisins, qui sont changeants. S'il est vrai que des sondages révèlent un appui ferme à la position présidentielle, ils indiquent tout aussi clairement que le lâchage serait immédiat si la guerre devait faire des victimes américaines. Or les avis d'experts, qui réussissent enfin à se faire entendre après le fracas du déploiement, concordent de plus en plus : certes, l'aviation alliée peut détruire les installations stratégiques d'Irak, mais si on veut libérer le Koweït et dérouter Hussein complètement, on ne fera pas l'économie d'un affrontement direct sur le

terrain, qui fera des milliers de morts. Même des militaires contredisent froidement, au petit écran, leur commandant en chef qui disait vendredi à la nation que la victoire serait propre, qu'il n'y aurait pas « d'autres Vietnams ». Les efforts de l'administration pour éviter un vote du Congrès sur une déclaration de guerre témoignent assez de la crainte de dissidences, de jour en jour plus fortes.

Vaut-il mieux que le retrait de Hussein soit un peu moins « inconditionnel », qu'il obtienne un ou deux avantages, s'il est possible d'éviter la guerre ? Une importante fraction de la coalition internationale le pense désormais, et les pays arabes qui en font partie sont tout aussi inquiets de l'après-guerre que de la situation actuelle. Car « l'ordre » qu'on prétend rétablir en boutant Hussein hors du Koweït ne sera plus jamais le même. Les déséquilibres économiques, les intérêts des puissants et le dénuement des masses font de la région un volcan que la mèche palestinienne finira par allumer de toute façon. S'il est possible, en travaillant au règlement de la crise actuelle, de mettre en place quelques facteurs d'une paix plus large, l'alerte n'aura pas été inutile, malgré son caractère odieux.

Après avoir épousé corps et âme la ligne de conduite américaine, le Canada, qui doit aussi respecter sa vocation traditionnelle de faiseur de compromis, pourrait examiner de plus près les thèses européennes et donner à son tour quelque signal à Washington.

Il ne s'agit pas, comme les libéraux et les néo-démocrates l'auraient voulu, de faire cavalier seul — à les entendre il aurait fallu désavouer le Conseil de Sécurité et, pourquoi pas, s'abstenir à la chinoise ! Mais l'essentiel du débat, à Ottawa, a justement porté sur le précieux consensus onusien, et sur la solidarité internationale à laquelle le Canada devait prendre une part active. On s'est même pris à rêver d'une « force permanente » des Nations unies qui pourrait désormais intervenir partout, en cas d'agression, et protéger le droit. Si la crise du Golfe se termine à peu près paisiblement, il est certes possible, pour l'ONU, d'envisager pareil renforcement de son rôle, conforme à son projet original. Mais si le conflit éclate, et que la coalition s'effrite selon un scénario déjà plausible, l'ONU pourrait bien se retrouver en cendres.

La revitalisation de l'ONU, son leadership dans le « nouvel ordre international », dépendent entièrement de son succès dans le dénouement de cette crise. C'est pourquoi un retour au Conseil de Sécurité s'impose certes avant tout mouvement irréversible, et le Canada devrait l'exiger aussi clairement que la France. Car le risque est grand de se retrouver pris au piège dans une guerre qui pourrait devenir, rapidement, celle que des alliés plus puissants voudront laisser aux seuls États-Unis.

LISE BISSONNETTE



Jeffrey Simpson

A mari usque ad mare

IL Y A UN GRAND malentendu, au Québec, à propos de la façon dont les Canadiens des autres provinces voient le pays.

C'est un malentendu qui s'est exprimé fréquemment durant les audiences de la Commission Bélanger-Campeau, où des témoins parlaient du « Québec et du Canada ». Pour ceux qui veulent la souveraineté du Québec, il est naturel d'évoquer déjà deux pays — le Québec et le Canada — qui n'attendent plus que de se libérer l'un de l'autre.

Selon la lecture que les indépendantistes font de l'avenir, la souveraineté politique viendra simplement soutenir l'évidence : l'existence de deux pays, en fait sinon encore en droit, et une séparation entre le Québec et le Canada qui s'accomplira facilement, dans le meilleur intérêt des deux parties.

Ce n'est pas ainsi que la majorité des Canadiens voient leur pays. Ils voient le Canada comme un seul pays — *a mari usque ad mare*. Cette seule conscience géographique de sa taille — qui s'ajoute au sentiment que le Canada s'est construit en défiant sans cesse le voisinage des États-Unis et la froideur de son propre climat — nourrit une partie de la fierté que les Canadiens éprouvent envers leur pays.

LES QUÉBÉCOIS francophones ont leur propre mythe de la survivance, que disent leurs chansons, leur littérature et leurs plaques d'immatriculation : « Je me souviens ». Au Québec, bien entendu, la survivance, c'est celle de la langue française et celle de la culture — et celle de la société qui les a conservées — dans un milieu nord-américain de langue anglaise.

Dans le reste du Canada, la survivance c'est la durée, malgré l'adversité du climat, du sol, des distances, et malgré l'influence des États-Unis, pour créer, envers et contre tout et d'un océan à l'autre, un pays au niveau de vie élevé et aux traditions démocratiques admirables. En passant, cela ne veut pas dire un Canada unilingue.

Cette conception de la survivance est l'une des veines profondes de la littérature canadienne-anglaise, où des anti-héros se débattaient contre les éléments adverses pour bâtir des maisons, des communautés, des chemins de fer, pour survivre en somme. La meilleure étude d'ensemble de la littérature canadienne-anglaise, celle de Margaret Atwood, s'intitule justement *Survival*.

Les Britanniques sont fiers de leur tradition parlementaire; les Français le sont de leur langue et de leur culture; les Américains le sont de la mission spéciale que se donne leur pays pour le progrès de la démocratie. Les Canadiens ont hérité de toutes ces traditions, mais ils ne peuvent se dire à l'origine d'aucune d'entre elles. Ce qu'ils ressentent profondément, cependant, c'est la fierté d'avoir survécu à des conditions adverses, et d'avoir créé un pays, de l'Atlantique au Pacifique.

Au Québec, l'indépendance serait sans doute source de joie profonde pour plusieurs; si les sondages disent vrai, ce nombre va croissant. Mais il ne faut pas s'illusionner quant aux réactions qui se manifesteront ailleurs au pays.

CRÉER un nouveau pays, cela signifie en détruire un, ou à tout le moins en reconstruire un autre. La réalisation du rêve d'un bris celui de l'autre. L'aboutissement politique d'un mythe culturel amène la fin d'un

autre mythe. L'accomplissement final d'une forme de « survivance » affaiblit des éléments cruciaux du sens de la « survivance » chez un autre groupe. Même modeste, l'irruption d'un nouveau pays sur la scène mondiale y réduit la présence d'un autre.

C'est ainsi que, hors du Québec, l'existence de deux États, celui du Québec et celui du Canada, ne pourrait pas être perçue comme chose « normale », « désirable », ainsi que le croient les souverainistes. Ce serait quelque chose d'anormal, d'indésirable et de destructeur. Il est extrêmement naïf de s'attendre à ce que le reste du Canada accepte de s'amputer lui-même sans manifester fortement sa mauvaise humeur.



Les Canadiens des autres provinces n'ignorent pas ce qui se passe au Québec. Leurs médias les informent abondamment des travaux de la Commission Bélanger-Campeau. Ils savent que les indépendantistes ont le vent dans les voiles. C'est un courant qui les force à voir en face la destruction de leur pays.

Selon un sondage que publiait récemment le magazine *Maclean's*, 51 % d'entre eux affirmaient que le Canada devrait « laisser le Québec partir » si la majorité des Québécois en exprimaient le vœu. 47 % des répondants étaient toutefois d'avis que le reste du Canada devait « faire tout en son pouvoir pour convaincre le Québec de rester ».

La vaste majorité des Canadiens, hors Québec, ne veulent pas voir la province se séparer du Canada. Selon le même sondage, environ la moitié d'entre eux sont prêts à des compromis pour satisfaire le Québec. L'autre moitié est partagée entre d'un côté un petit groupe qui souhaite activement le départ du Québec, et de l'autre tous ceux qui croient l'indépendance du Québec inévitable, qui ne voient pas quelles concessions pourraient la stopper, et qui croient que leurs représentants, dans de futures négociations, devraient avoir le mandat de tenir une ligne très dure durant les pourparlers.

DURANT des rencontres avec des parents et amis à Toronto et à Hamilton, à l'occasion des Fêtes, un consensus surgissait sur trois points. Premièrement, je n'ai trouvé à peu près personne pour souhaiter le départ du Québec, car cela affaiblirait le pays comme on le voit. Et personne n'avait, envers le Québec, de griefs assez importants pour pousser à une telle solution. Deuxièmement, l'inquiétude était très forte quant à l'avenir du pays, parce que tous étaient au courant de ce qui se passe au Québec.

Enfin, ils étaient irrités par ce qui semble devenir une interminable obsession autour de la Constitution, de l'insatisfaction du Québec et de ses menaces. Si le Québec voulait vraiment se séparer, disaient-ils, le reste du Canada devrait adopter la ligne dure — et se donner des porte-parole canadiens-anglais de l'extérieur du Québec — quelle que soit la forme de futures négociations.

Leurs attitudes, en somme, n'ont rien à voir avec celles que prêtent les souverainistes au reste du Canada.

LETTRES AU DEVOIR

Les maires en colère

LES MAIRES, quand ils sont en congrès ou devant la Commission Bélanger-Campeau, réclament toujours plus de pouvoir de l'État québécois. Mais dès que le gouvernement leur en accorde, ils piquent des colères en l'accusant de leur refiler des « jobs de bras ». Bien entendu, les maires aimant mieux recevoir des subventions du ministère des Affaires municipales que d'aller chercher l'argent eux-mêmes dans les poches du contribuable. C'est moins compliqué et plus facile quand l'odieuse de taxer est porté par les gouvernements supérieurs.

Les maires peuvent alors promettre du transport en commun à bon marché, gratuit même en certaines occasions; ils peuvent signer de plantureuses conventions collectives avec leurs cois bleus, blancs ou rayés, toujours dans la noble visée « d'assurer un bon climat de travail au sein de l'administration ».

En chicanant sur la démarche gouvernementale qui vise à responsabiliser davantage les municipalités, les maires ont raté une belle occasion d'expliquer à leurs commettants que les biens et services qui sont mis à leur disposition ne sont jamais gratuits. Quelqu'un, quelque part, doit acquitter la facture. Malheureusement, les maires ont préféré tenir le discours revêché et grincheux à forte saveur syndicale qui consiste à faire croire au monde qu'on peut toujours se payer du luxe quand c'est le gouvernement qui paie.

Robert Berthiaume
Québec, 18 décembre 1990

Ce qui distingue le Canada, c'est le Québec

AU CANADA anglais (ou aux Canadas anglais), on entend un nombre croissant de voix prophétiser toutes sortes de catastrophes à l'endroit du Québec, advenant que celui-ci choisisse l'une ou l'autre avenue conduisant à la souveraineté. Parmi leurs motifs, le plus perfide consiste à affirmer qu'il s'agit de protéger le Québec contre lui-même. Comme s'ils avaient le monopole de la vertu, de la clairvoyance et de la pondération !

À mon avis, cela tient à deux terreurs qui les hantent, et qu'ils n'osent pas s'avouer. Une fois le Québec parti, il n'y aura plus de bouc émissaire à qui attribuer les problèmes; ils devront se regarder en face, sans complaisance. Peu de gens acceptent de faire volontiers un tel exercice.

Une fois le Québec extirpé du Canada, celui-ci ne ressemblera à rien (voir le compte

rendu de Michel Tétu, LE DEVOIR, 11 décembre 1990). Il deviendra un corps sans âme. Face au géant américain en particulier, ce qui distingue vraiment le Canada c'est le Québec. Peu de personnes, peu de peuples acceptent de devenir insignifiants.

Il faut donc s'attendre à ce qu'ils se battent avec l'énergie du désespoir pour conserver ce qui les distingue, notre propre identité collective. Comme un corps inarticulé à la recherche d'une âme, quitte à la ravir à un autre pour se l'approprier, sans toutefois l'intégrer.

Jean-Paul Baillargeon
Québec, 12 décembre 1990

Où situer la formation personnelle et sociale ?

LE RAPPORT sur l'application et l'applicabilité des régimes pédagogiques du MEQ dont ce quotidien a fait état, révèle ce que tout le monde sait depuis belle lurette en éducation, le français et les mathématiques, au primaire, prennent toute la place, au détriment des « petites matières ».

La plus atteinte par cette situation demeure la formation personnelle et sociale (FPS). 39 % seulement des enseignants en font. Le MEQ l'a placée d'emblée dans une situation paradoxale. D'une part obligatoire, soumise de plus à une demande sociale forte car elle traite de la drogue (rapport Bertrand), des MTS dont le sida, de l'éclatement des familles, etc, d'autre part, sans aucune place dans l'assiette-horaire. Les ensei-

gnants en font par militantisme, parce qu'ils veulent répondre aux besoins criants des élèves. Mais cela laisse un grand inconvient.

Deux solutions ont été mises de l'avant. On tente d'en faire sous forme d'intégration. Ce qui signifie par exemple qu'en français on choisit un thème du programme de FPS comme la sécurité à bicyclette et on poursuit un objectif spécifique de français en se servant de ce thème comme faire-valoir. Il se produit, lorsqu'on évalue, que l'objectif du français est atteint tandis que celui de la FPS est à peine effleuré.

L'autre solution est celle de la CÉCM. Il s'agit de traiter la FPS comme les autres matières. Soit de la mettre au bulletin, avec deux évaluations formatives en cours d'année et une vérification formelle de l'atteinte des apprentissages en fin d'année. La matière, une fois entrée dans l'appareil, les enseignants en font et les directions d'école lui trouvent une place à l'horaire en effectuant des aménagements. Car il y a de la souplesse dans les 23 1/2 hrs d'enseignement par semaine.

Il ne reste qu'à souhaiter, que le MEQ sorte le milieu de l'enseignement du paradoxe où il l'a mis, et fasse une place réelle à une matière indispensable. (...)

Charles Côté
Montréal, 15 décembre 1990

Le non-respect de l'art à la Banque Nationale

AU MOMENT où se tient au Centre canadien d'architecture une exposition importante sur les édifices des banques en Amérique, il est impensable de constater que la succursale de la Banque Nationale sise au coin des rues Sainte-Catherine et Wolfe altere de façon aussi cavalière la façade de son édifice.

On a substitué un revêtement d'acier inoxydable et des éléments de décoration art-déco par de vulgaires panneaux d'aluminium qui ne respectent en rien les dessins originaux et les revêtements latéraux d'origine encore en place.

On avait réussi, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur, de cet édifice à conserver l'aspect initial. Cette architecture, symbole d'une activité économique prospère à l'époque, doit continuer sa mission dans un quartier qui justement est en train de renaitre.

Il est encore temps de montrer, que l'intérêt de M. Bérard pour l'art va plus loin que celui de la collection corporative.

Jean Rancourt
Montréal, 5 décembre 1990

LE DEVOIR

Fondé par Henri Bourassa
le 10 janvier 1910

Directrice
LISE BISSONNETTE

Rédacteur en chef
et directeur de l'information
Bernard Descôteaux

Directeur délégué à l'administration
André Leclerc

Rédacteurs en chef adjoints
Jean Francoeur, Albert Juneau,
Michel Lefèvre

Directeurs adjoints de l'information
Pierre Cayouette, Jacques Chabot,
Guy Deshaies

FAIS CE QUE DOIS